



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 JUILLET 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 24th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, avocats, Bernard de Lorimier Bourgeois, avocat et conseil en loi du Roi, et Daniel Doheny, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, le pétrole, le gas naturel, naphthe, sel, charbon et autres produits naturels de valeur;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, du pétrole, gas naturel, naphthe, sel, charbon ou autres produits naturels de valeur; donner une valeur marchande à ces minerais et autres matières

Letters Patent

Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, advocates, Bernard de Lorimier Bourgeois, advocate and King's Counsel, and Daniel Doheny, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, petroleum, natural gas, naphtha, salt, coal, and other valuable natural products;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, petroleum, natural gas, naphtha, salt, coal or other valuable natural products whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals and other materials merchantable by any means whatsoever;

par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.", avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Atlas Clothing Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1948, constituant en corporation: Moe Benjamin Levitt, contremaitre, Louis Lapidus, faconnneur, Nathan Orenstein, faiseur de poches, et Pearl Auerbach, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et à faire le commerce des vêtements et habits de toutes sortes pour hommes, garçons, enfants et femmes, sous le nom de "Atlas Clothing Contractor Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune, et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Auto-Novation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1948, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, conseil en loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocat, et Lorraine Côté, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de toutes sortes de moteurs, automobiles, avions, bateaux, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, sous le nom de "Auto-Novation Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Boisclair Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1948, constituant en corporation

and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.", with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Atlas Clothing Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1948, incorporating: Moe Benjamin Levitt, foreman, Louis Lapidus, shaper, Nathan Orenstein, pocket maker, and Pearl Auerbach, secretary, unmarried, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, and dealing in men's, boy's, children's and women's clothing and wearing apparel of every kind and description, under the name of "Atlas Clothing Contractors Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 400 common shares having a par value of \$25 each, and 100 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Auto-Novation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of June, 1948, incorporating: Lucien Roux, advocate, King's Counsel, Jean Paul Verschelden, advocate, and Lorraine Côté, secretary, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of motors, automobiles, planes, boats, waggons, motor cycles, and also all parts, spare parts and pieces connected therewith, under the name of "Auto-Novation Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 350 preferred shares of a par value of \$100 each, and 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Boisclair Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of June, 1948, incorporating: Bernard Boisclair,

Bernard Boisclair, garagiste, Marc-André Boisclair, et Jacques Boisclair, industriels, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'achat, de vente et d'échange; de réparation de tout genre, de toutes voitures-automobiles, des pièces de rechange, sous le nom de "Boisclair Automobiles Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 7480, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Capital Outfitters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Frank Levy, Jack Rubin, marchands, et Ruth Fishman Levy, marchande publique, épouse séparée de biens de Frank Levy, et dûment autorisée par lui, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre et acheter des vêtements et habits de toutes sortes et descriptions, pour dames, hommes, bébés et enfants; marchandises sèches, produits textiles, et toutes sortes de drap et fourrures, sous le nom de "Capital Outfitters Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4076 Blvd St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Club 75 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1948, constituant en corporation: Gaston Esnouf, C.R., avocat, Blanche de Maisonneuve, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, et Thérèse Genest, secrétaire, fille majeure, de Loretteville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agences de voyages;

Sujeter à la Loi des Assurances de Québec, faire les opérations de courtiers en assurances, sous le nom de "Club 75 Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à (20) vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 18, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Comire & Frère Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

garage-keeper, Marc André Boisclair and Jacques Boisclair, manufacturers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of buying, selling and exchanging motor vehicles of all sorts and spare parts and doing repairs of all kinds, under the name of "Boisclair Automobiles Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 7480 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Capital Outfitters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Frank Levy, Jack Rubin, merchants, and Ruth Fishman Levy, marchande publique, wife separate as to property of Frank Levy, by the latter duly authorized, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy, ladies' and gentlemen's and infant's and children's clothing and garments of every kind and description, dry goods, textiles and all cloths, furs, under the name of "Capital Outfitters Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4076 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Club 75 Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1948, incorporating: Gaston Esnouf, K.C., advocate, Blanche de Maisonneuve, secretary, spinster, both of the city of Quebec, and Thérèse Genest, secretary, spinster, of Loretteville, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a travel agency;

Subject to the Quebec Insurance Act, to act as insurance brokers, under the name of "Club 75 Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 18 Sainte Anne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Comire & Frère Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation: Maurice-H. Fortier, avocat, Victor Désautels, agent, et Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, diriger le commerce de la vente, mettre en bouteille des breuvages, des liqueurs douces et autres accessoires aux produits, sous le nom de "Comire & Frère Limitée", avec un capital de \$49,000 divisé en 240 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Commonwealth Construction Limited
Compagnie de Construction Commonwealth
Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1948, constituant en corporation: Jean Belair, Jean Lenoir, contracteurs, et Edouard Gladu, vendeur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie et le métier d'entrepreneurs et constructeurs en général, sous le nom de "Commonwealth Construction Limited" — "Compagnie de Construction Commonwealth Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Conserverie Mirabel Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1948, constituant en corporation: Maurice Trudeau, C.R., Philippe Beauregard, C.R., d'Outremont, Roger Beaulieu et J.-Alfred Ethier, de la cité de Montréal, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce, manufacturer et vendre toutes sortes d'accessoires de conserverie, tous genres de conserves et généralement acheter des produits de la ferme, ou tous autres produits pour les mettre en conserve, sous le nom de "Conserverie Mirabel Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 6,000 actions communes ou ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Maurice H. Fortier, advocate, Victor Désautels, agent, and Marcelle Flamand, stenographer, spinster, all of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, and manage the business of selling and bottling beverages, soft drinks and other drinks connected with the said products, under the name of "Comire & Frère Limitée", with a capital stock of \$49,000 divided into 240 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Commonwealth Construction Limited
Compagnie de Construction Commonwealth
Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: Jean Belair, Jean Lenoir, contractors, and Edouard Gladu, salesman, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, industry and trade of contractors and builders in general, under the name of "Commonwealth Construction Limited" — "Compagnie de Construction Commonwealth Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Conserverie Mirabel Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1948, incorporating: Maurice Trudeau, K.C., Philippe Beauregard, K.C., of Outremont, Roger Beaulieu and J. Alfred Ethier, of the city of Montreal, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture and sell all kinds of canning accessories, all kinds of canned goods, and generally to purchase farm products and all other products capable of being canned, under the name of "Conserverie Mirabel Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 6,000 common or ordinary shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$50 each.

The number of shareholders of the company is limited to 20.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at Montreal, this seventeenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Demers & Dion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1948, constituant en corporation: J.-Hervé Demers, comptable, Roland Dion, gérant, et Joseph Dion, mécanicien, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand de bois de construction, de pulpe, de bois carré et de manufacturier d'articles de bois, sous le nom de "Demers & Dion Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Elmo Hat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1948, constituant en corporation: Zelig Yoffe, manufacturier, Helen Nadel Yoffe, dessinatrice, épouse séparée de biens de Zelig Yoffe, Reuben Yaffe, bloqueur de chapeaux, tous de la cité de Montréal, et Hyman Yaffe, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de cotonnades, lainages, soieries, toiles, tissus et habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Elmo Hat Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune, et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gomberg Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Ben Gomberg, marchand de fourrure, Celia Cohen et Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce de propriétés immobilières ou intérêt en icelles, sous le nom de "Gomberg Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Import & Domestic Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Demers & Dion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1948, incorporating: J. Hervé Demers, accountant, Roland Dion, manager, and Joseph Dion, mechanic, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of lumber merchants and deal in pulp, squared timber and to manufacture wooden articles, under the name of "Demers & Dion Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Elmo Hat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1948, incorporating: Zelig Yoffe, manufacturer, Helen Nadel Yoffe, designer, wife separate as to property of Zelig Yoffe, Reuben Yaffe, millinery blocker, all of the city of Montreal, and Hyman Yaffe, salesman, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with cottons, woollens, silks, linens, fabrics and clothing and wearing apparel of every sort, under the name of "Elmo Hat Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gomberg Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Ben Gomberg, furrier, Celia Cohen and Claire Taylor, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, and deal with real estate or interests therein under the name of "Gomberg Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Import & Domestic Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Ippei Nishio, Tomitaro Nishio, importateurs, de la cité de Montréal, et Sokichi Ito, importateur de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce en général de produits textiles, dentelles, porcelaine, faïence et poterie; produits alimentaires, appareils électriques; machineries, instruments aratoires et outils; horloges et montres, et articles similaires et les produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Import & Domestic Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. E. Beaulieu & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1948, constituant en corporation: Bernard Beaulieu, commerçant d'automobiles, Jean-Paul Lachapelle, bijoutier, et Dame Juliette Bérubé, veuve non remariée de J. Eugène Beaulieu, en son vivant commerçant d'automobiles, tous de la cité de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de véhicules-automobiles, tracteurs, ou engins mus ou actionnés par la gazoline, l'électricité, l'huile ou autre force motrice;

Exercer le commerce de garagiste, sous le nom de "J. E. Beaulieu & Fils Inc.", avec un capital de \$36,000 divisé en 360 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jonquière Quilles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1948, constituant en corporation: Robert Wilhelmy, agent d'assurances, d'Arvida, Léon-Georges Gauthier, vendeur, et Murielle Lacroix, épouse séparée de biens de Léon-Georges Gauthier et dûment autorisée aux fins des présentes, tous deux de Kénogami, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

D'exercer en général le commerce de fournir des amusements au public, sous le nom de "Jonquière Quilles Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1948, incorporating: Ippei Nishio, Tomitaro Nishio, importers, of the city of Montreal, and Sokichi Ito, importer, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in textiles, laces, chinaware, crockery and pottery; food products, electrical goods; machinery, agricultural implements and tools; clocks and watches, and similar articles and products and by-products thereof, under the name of "Import & Domestic Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$30,000 divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. E. Beaulieu & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1948, incorporating: Bernard Beaulieu, automobile dealer, Jean Paul Lachapelle, jeweller, and Dame Juliette Bérubé, unremarried widow of J. Eugène Beaulieu, in his lifetime an automobile dealer, all of the city of Joliette, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in all kinds of motor vehicles, tractors or engines operated or run by gasoline, electricity, oil or other motive power;

To carry on the business of garage keeper, under the name of "J. E. Beaulieu & Fils Inc.", with a capital stock of \$36,000 divided into 360 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jonquière Quilles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1948, incorporating: Robert Wilhelmy, insurance agent, of Arvida, Léon Georges Gauthier, salesman, and Murielle Lacroix, wife separate as to property of Léon Georges Gauthier, and duly authorized for the purposes hereof; both of Kénogami, all of the judicial district of Chicoutimi. for the following purposes:

To carry on generally the business of providing amusements for the public, under the name of Jonquière Quilles Limitée, with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Korman Theatres Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1948, constituant en corporation: Herbert William Jackson, Ernest William Mockridge, Clifford George Meek, teneur de livres, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, et les deux premiers gérants, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer, dans toutes leurs spécialités respectives, le commerce de propriétaires et gérants de théâtres, sous le nom de "Korman Theatres Limited", avec un capital de \$300,000 divisé en 2,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Vigie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Joseph-Michel Dubreuil, Paul-Gérard Morin, médecin, tous deux de Paspébiac, Louis-Philippe Faucher, hôtelier, et John Francis Sheehan, avocat, ces deux derniers de New Carlisle, tous du district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Exercer généralement les métiers et négoce d'imprimeurs, éditeurs, annonceurs et commerçants de toutes sortes d'espèces de publicité;

Exercer les pouvoirs généralement accordés à une compagnie de publication et d'éditeurs de journaux et de livres, celui d'acquérir l'achalandage, l'entreprise commerciale et les propriétés de la compagnie "La Vigie Limitée".

Le nom de la présente compagnie est "La Vigie Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$75,000 divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à New Carlisle, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lido Biscuit Cie Limitée
Lido Biscuit Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation: Emé Lacroix, avocat et conseil en Loi du Roi, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'épicer, confiseur, boulanger, pâtissier et producteur en

Korman Theatres Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June 1948, incorporating: Herbert William Jackson, Ernest William Mockridge, Clifford George Meek, bookkeeper, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, and the two former managers, all of the city of Montreal judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on in all respective branches the business of theatre proprietors and managers, under the name of "Korman Theatres Limited", with a capital stock of \$300,000 divided into 2,850 preferred shares of the par value of \$100 each, and 150 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Vigie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Joseph Michel Dubreuil, manufacturer, Paul Gérard Morin, physician, both of Paspébiac, Louis Philippe Faucher, hotel keeper, and John Francis Sheehan, advocate, these two latter of New Carlisle, all of the judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To carry on generally the trade and business of printers, editors, advertisers and dealers in all types of advertising;

To exercise the powers generally granted to a publishing company and to editors of newspapers and books, that of acquiring the goodwill, commercial undertaking and properties of the company: "La Vigie Limitée".

The name of the present company is: "La Vigie Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$75,000 divided into 7,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at New Carlisle, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lido Biscuit Cie Limitée
Lido Biscuit Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Emé Lacroix, advocate and King's Counsel, of the Town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of grocer, confectioner, baker, pastryman and general pro-

général, sous le nom de "Lido Biscuit Cie Limitée" — "Lido Biscuit Co. Limited", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Manville Industries Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1948, constituant en corporation: Herbert Theodore Herbert, marchand, Millie Bernstein, épouse séparée de biens de Manuel Raich, et Sadie Jakin, épouse séparée de biens de Earl Wexler, et dûment autorisées par leur mari respectif, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'utilités domestiques en textile, sous le nom de "Manville Industries Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Modern Steelworks Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du huit juin 1948, constituant en corporation: Paul H. Lévesque, F. K. A. Biron, Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, avocats, Alcide Grenon, comptable, Lorette Poirier et Thérèse Jolette, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie qui consiste à miner, fondre, mouler, forger, laminier, étamer, galvaniser, émailler, glacer et plaquer les métaux et à manufacturer et faire le commerce du métal en feuille et d'articles faits totalement ou partiellement dudit métal, sous le nom de "Modern Steelworks Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Pâtisserie Longchamp Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1948, constituant en corporation: René Duranleau, avocat, Juliette Mailloux, secrétaire, célibataire majeure, et Henri Cuirot,

under the name of "Lido Biscuit Cie Limitée" — "Lido Biscuit Co. Limited", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Manville Industries Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June 1948, incorporating: Herbert Theodore Herbert, merchant, Millie Bernstein, wife separate as the property of Manuel Raich, and Sadie Jakin, wife separate as to property of Earl Wexler, and duly authorized by their respective husband, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in all kinds of household textile utilities, under the name of "Manville Industries Incorporated", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Modern Steelworks Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1948, incorporating: Paul H. Lévesque, F. K. A. Biron, Jean Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, advocates, Alcide Grenon, accountant, Lorette Poirier and Thérèse Jolette, stenographers, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of mining, smelting, casting, forging, rolling, tinning, galvanizing, enamelling, coating and plating of metals, and of manufacturing and dealing in sheet metal and of articles made wholly or partly therefrom, under the name of "Modern Steelworks Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Pâtisserie Longchamp Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1948, incorporating: René Duranleau, advocate, Juliette Mailloux, secretary, spinster, and Henri Cuirot, pastryman, all three of the city of

pâtissier, tous trois de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de "Pâtisserie Longchamp Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Placements Mobiliers Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation: Jacqueline Laliberté, sténographe, fille majeure, J.-Eloi Gervais, et Laurent Desroches, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, garder en sa possession et généralement disposer des bons, obligations, débentures, actions-obligations, actions et autres semblables valeurs, sous le nom de "Placements Mobiliers Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service Industriel Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit juin, 1948, constituant en corporation: Jacqueline Lapierre, secrétaire, fille majeure, Omer Raymond, sténographe, Reginald Tormey et Charles-A. Lussier, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, acheter, vendre, entreposer, distribuer toutes matières premières ou fabriquées qui nettoient, blanchissent ou désinfectent, sous le nom de "Service Industriel Service Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

22704-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, confectioners and manufacturers of biscuits, under the name of "Pâtisserie Longchamp Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 500 common shares of a par value of \$10 each, and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Placements Mobiliers Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Jacqueline Laliberté, stenographer, spinster, J. Eloi Gervais and Laurent Desroches, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, keep in its possession and generally dispose of bonds, debentures, debenture stock, shares and other similar securities, under the name of "Placements Mobiliers Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service Industriel Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Jacqueline Lapierre, secretary, spinster, Omer Raymond, stenographer Reginald Tormey, and Charles A. Lussier, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To produce, buy, sell, store, distribute all raw or manufactured materials used in cleaning, bleaching and disinfecting, under the name of "Service Industriel Service Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

22704 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Canadian Auto Top Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 juin 1948, changeant le nom de la compagnie "Canadian Auto Top Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1944, en celui de "Canadian Auto Top Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 18 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Auto Top Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 18th day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Canadian Auto Top Co. Inc." incorporated by letters patent dated June 7th, 1934, into that of "Canadian Auto Top Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 18th of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cliffords Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 juin 1948, changeant le nom de la compagnie "Grand Rapids Garment Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juin 1946, en celui de "Cliffords Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 10 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cliffords Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 10th day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Grand Rapids Garment Limited", incorporated by letters patent dated June 12th, 1946, into that of "Cliffords Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 10th of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Engel's Departmental Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 juillet 1948, changeant le nom de la compagnie "Mile End Bargain Store Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1946, en celui de "Engel's Departmental Store Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 9 juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Engel's Departmental Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 9th day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Mile End Bargain Store Inc.", incorporated by letters patent dated November 9th, 1946, into that of "Engel's Departmental Store Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 9th day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fairfax Realty Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 juin 1948, à la compagnie "Fairfax Realty Corporation Limited", ratifiant son règlement N° S-I augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$120,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fairfax Realty Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Fairfax Realty Corporation Limited", ratifying its By-Law No. S-I increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each, subject to the rights, powers, privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 21st of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hochelaga Petroleum Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 juin 1948, à la compagnie

Hochelaga Petroleum Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hochelaga Petroleum Co."

"Hochelaga Petroleum Co.", a) ratifiant son règlement N° 42 changeant la quotité de ses actions privilégiées et augmentant son capital: 1° subdivisant 250 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées de \$25 chacune; 2° créant 3,000 nouvelles actions privilégiées de \$25 chacune, toutes les 4,000 actions privilégiées devant comporter les droits, pouvoirs, privilèges et restrictions mentionnés audit règlement; b) ratifiant son règlement N° 43 réduisant le nombre des directeurs de quatre à trois, lequel règlement se lit ainsi: "Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de quatre à trois. Les règlements de la compagnie sont modifiés en conséquence."

Daté du bureau du Procureur général, le 21 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**La Compagnie Electrique du Saguenay
Saguenay Electric Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juin 1948, à la compagnie "La Compagnie Électrique du Saguenay" — "Saguenay Electric Company", ratifiant son règlement spécial "A" (1948) augmentant son capital-actions de 25,000 actions ordinaires, sans valeur nominale ou au pair, à 100,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations à pas moins de \$500,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Marchands en Quincaillerie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 juin 1948, à la compagnie "Les Marchands en Quincaillerie Limitée", ratifiant son règlement N° 57B augmentant son capital-actions de \$99,900 à \$199,900 par la création de 1,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 30 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

National Import and Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juillet 1948, changeant le nom de la compagnie "National Import Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 décembre 1944; en celui de "National Import and Manufacturing Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 7 juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

"Hochelaga Petroleum Co." a) ratifying its By-law No. 42 changing the value of its preferred shares and increasing its capital: 1. subdividing 250 preferred shares of \$100 each into 1,000 preferred shares of \$25 each; 2. creating 3,000 new preferred shares of \$25 each, all the 4,000 preferred shares being subject to the rights, powers, privileges and restrictions mentioned in the said by-law; b) ratifying its By-law No. 43 decreasing the number of directors from four to three, the said by-law reading as follows: "The number of directors of the company is decreased from four to three. The by-laws of the company are consequently amended."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Compagnie Electrique du Saguenay
Saguenay Electric Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 26th day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, R.S.Q., 1941, to the company "La Compagnie Électrique du Saguenay" — "Saguenay Electric Company", ratifying its special By-law "A" (1948) increasing its capital stock from 25,000 common shares, without nominal or par value, to 100,000 shares without nominal or par value, and fixing the amount of capital with which the company will carry on business to not less than \$500,000.00.

Dated at the office of the Attorney General, the 26th of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Marchands en Quincaillerie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Marchands en Quincaillerie Limitée", ratifying its By-law No. 57B increasing its capital stock from \$99,900 to \$199,900 by the creation of 1,000 additional preferred shares having a par value of \$100 each, subject to the rights, privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

National Import and Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 7th day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "National Import Ltd.", incorporated by letters patent dated December 22nd, 1944, into that of "National Import and Manufacturing Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 7th of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Northern Heating Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 juillet 1948, changeant le nom de la compagnie "Paul Raymond, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes du 26 novembre 1947, en celui de "Northern Heating Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 8 juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Northern Heating Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Paul Raymond, Ltée", incorporated by letters patent dated the twenty-sixth day of November, 1947, into that of "Northern Heating Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St-Maurice Valley Appliances Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juin 1948, à la compagnie "St-Maurice Valley Appliances Limited", ratifiant son règlement N° XX augmentant son capital-actions de \$50,000 à \$200,000 par la création de 1,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 nouvelles actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune, les nouvelles actions privilégiées étant sujettes aux droits, pouvoirs, privilèges et restrictions mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St-Maurice Valley Appliances Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 19th day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "St-Maurice Valley Appliances Limited", ratifying its By-law No. XX increasing its capital stock from \$50,000 to \$200,000 by the creation of 1,000 additional common shares of the par value of \$100 each and of 500 new preferred shares class "A" of the par value of \$100 each, the said new preferred shares being subject to the rights, powers, privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 19th of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Walton's Lunch Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 juin 1948, à la compagnie "Walton's Lunch Ltd.", ratifiant son règlement "D" réduisant son capital par l'annulation des 28 actions sans valeur au pair, et pourvoyant le remboursement aux détenteurs des 28 actions ainsi annulées le montant de \$650 par action, et fixant à \$860 le montant du capital avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Walton's Lunch Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 28th day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, R.S.Q., 1941, to the company "Walton's Lunch Ltd.", ratifying its special By-law "D" reducing its capital by the cancellation of 28 shares without nominal or par value, providing for the reimbursement to the holders of the 28 shares so cancelled of the sum of \$650 per share, and fixing at \$860 the amount of capital with which the company is to carry on business in future.

Dated at the office of the Attorney General, the 28th of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Windsor Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 juin 1948, changeant le nom de la compagnie "Chinese Merchants Club", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 avril 1920, en celui de "Windsor Association Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 15 juin 1948.

22705-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Windsor Association Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of June, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Chinese Merchants Club", incorporated by letters patent dated the twelfth day of April, 1920, into that of "Windsor Association Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1948.

22705 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Département du Trésor Assurances

AVIS DE RENOUELEMENT DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis et certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1948 et finissant le 30 juin 1949.

Nom de la Compagnie
Name of the Company

Abeille, (L'), Société Anonyme d'Assurance à primes fixes contre l'Incendie.—Bee Fire Ins. Co. of Paris, France.
Acadia Fire Insurance Co., The
Aetna Casualty and Surety Co., The
Aetna Insurance Company.
Aetna Life Insurance Company.
Affiliated Underwriters.
Agricultural Insurance Company.
Alliance Assurance Company Limited.
Alliance Insurance Co. of Philadelphia.
Alliance Nationale.
American Alliance Insurance Company.
American Automobile Fire Ins. Co.
American Automobile Insurance Co.
American Central Insurance Company.
American Credit Indemnity Co. of New-York.
American Equitable Assurance Co.
American Exchange Underwriters.
American Home Fire Assurance Co.
American Insurance Company, The.
American Mutual Liability Insurance Company.
Anglo Scottish Insurance Co. Ltd.
Arex Indemnity Company.
Arkwright Mutual Fire Insurance Co.
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L'.
Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'.
Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'.
Assurances Funéraires Rousseau & Frère Limitée, Les
Atlas Assurance Company Limited.
Automobile Insurance Company of Hartford, Conn., The
Aviation and General Insurance Company Limited.
Baloise (La), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.—
Baloise Fire Insurance Company, The.
Bankers and Shippers Ins. Co. of N. Y.
Beaver Fire Insurance Company.
Bee Fire Insurance Co. of Paris, France.—Abeille (L'), Société Anonyme d'Assurance à primes fixes contre l'Incendie.
Blackstone Mutual Fire Insurance Co.
Boiler Inspection and Insurance Co. of Can.
Boston Insurance Company.
Boston Manufacturers' Mutual Fire Ins. Co.
British America Assurance Company.
British and European Insurance Co. Ltd., The.
British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd., The.
British Aviation Insurance Co. Ltd., The.
British Crown Assurance Corporation Ltd.
British Empire Assurance Co., The.
British General Insurance Co. Ltd.
British Law Insurance Co. Ltd., The.
British Northwestern Fire Ins. Co.
British Oak Insurance Company Ltd.
British Traders Insurance Company Ltd.*
Caisse Nationale d'Assurance-Vie.
Caisse Nationale d'Economie.
Caledonian-American Insurance Co.
Caledonian Insurance Company.
California Insurance Company, The.
Camden Fire Insurance Association.
Canada Accident and Fire Insurance Co., The.
Canada Health and Accident Assurance Corporation.
Canada Life Assurance Company, The.
Canada Security Assurance Company.
Canadian Alliance Insurance Co.—Compagnie d'Assurances Alliance Canadienne.
Canadian Fire Insurance Company.
Canadian General Insurance Company.
Canadian Home Assurance Company.
Canadian Indemnity Company, The.
Canadian Mercantile Insurance Co., The — Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La.
Canadian National Insurance Co. — Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale.
Canadian Reciprocal Underwriters.
Canadian Surety Company, The.
Car and General Ins. Corporation Ltd.
Casualty Company of Canada, The.
Central Insurance Company Ltd., The.
Central Manufacturers' Mutual Ins. Co.
Central Union Insurance Company.
Century Indemnity Company (The)
Century Insurance Company Ltd., The.
Citizens Insurance Company of New Jersey, The.
Columbia Insurance Company of New York.
Commerce Mutual Fire Insurance Co.—Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie.
Commercial Union Assurance Co. Ltd.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and certificate of registry of the following companies has been renewed for the year beginning the 1st of July 1948 and ending the 30th of June 1949.

Name of the Company
Nom de la Compagnie

Compagnie Bonnier Frères Assurance Funéraire, Limitée, La.
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La.—Canadian Mercantile Insurance Company, The.
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale—Canadian National Insurance Company.
Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie—Fire Insurance Company of Canada.
Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec, La — Quebec Automobile Club Ins. Co., The.
Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada.—Fidelity Insurance Co., of Canada.
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La.
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée, La.
Compagnie d'Assurance la Protection Nationale, La.—National Protection Assurance Company, The.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Comtés de Lotbinière et Mégantic.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du District de Bedford.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté d'Arthabaska.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté de Maskinongé.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet.
Compagnie d'Assurance Mut. des Beurreries et des Fromageries des Ctes du Lac St-Jean, Chicoutimi et Saguenay.
Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie.—Commerce Mutual Fire Insurance Co.
Compagnie d'Assurances Alliance Canadienne.—Canadian Alliance Insurance Company.
Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants, La.—Retail Merchants Mutual Insurance Company, The.
Compagnie d'Assurances Provinces-Unies, La.—United Provinces Insurance Company, The.
Compagnie d'Assurance Stantead et Sherbrooke.—Stantead and Sherbrooke Insurance Company.
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.
Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu.—Equitable Fire Insurance Company.
Compagnie Française du Phénix.—Phenix Fire Ins. Co. of Paris, France.
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La.
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la Province de Québec.
Concasco Casualty Insurance Company.
Confederation Life Association.
Connecticut Fire Insurance Co.
Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.
Continental Insurance Company, The.
Continental Life Insurance Co., The.
Cooperative Funeral Expense Society, The—Société Coopérative de Frais Funéraires, Ltée, La.
Cornhill Insurance Company Limited, The.
Cotton & Woolen Mfrs, Mutual Ins. Co. of New England.
Crows Life Insurance Company, The.
Dominion Fire Insurance Co., The.
Dominion Life Assurance Co., The.
Dominion of Canada General Ins. Co., The.
Eagle Fire Company of New York, The.
Eagle Star Insurance Company, Limited.
Economical Mutual Fire Insurance Co.
Empire Life Insurance Company.
Employers' Liability Assurance Corp'n Ltd., The.
Employers' Reinsurance Corporation.
Equitable Fire and Marine Ins. Co.
Equitable Fire Insurance Co.—Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu.
Equitable Life Assurance Society of the United States, The.
Equitable Life Insurance Co. of Canada, The.
Essex and Suffolk Equitable Insurance Society Ltd.
Eureka-Security Fire and Marine Insurance Co. The.
Excelsior Life Insurance Company, The.
Excess Insurance Company Limited.
Federal Fire Insurance Co. of Canada.
Federal Insurance Company.
Fédération (La), Compagnie d'Assurances du Canada — Federation Insurance Co. of Canada, The.
Fidelity and Casualty Co. of New York, The.

Nom de la Compagnie
Name of the Company

Name of the Company
Nom de la Compagnie

Fidelity Insurance Co. of Canada. — Compagnie d'Assurance
Fidélité du Canada.
Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York.
Fire Association of Philadelphia.
Fire Insurance Company of Canada. — Compagnie d'Assurance
du Canada contre l'Incendie.
Fireman's Fund Insurance Company.
Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.
Firemen's Mutual Insurance Company.
Fireproof Sprinklered Underwriters.

General Accident Assurance Company of Canada, The.
General Accident Fire and Life Assurance Corp. Ltd.
General Exchange Insurance Corporation.
General Security Insurance Co. of Canada, The. — Sécurité (La),
Compagnie d'Assurances Générales du Canada.
Glens Falls Insurance Company.
Globe Indemnity Co. of Canada, The.
Granite State Fire Insurance Company.
Great American Indemnity Company.
Great American Insurance Company.
Great-West Life Assurance Co., The.
Gresham Life Assurance Society, Limited.
Guarantee Company of North America, The.
Guardian Assurance Company, Limited.
Guardian Insurance Co. of Canada, The.
Guildhall Insurance Company Limited, The.

Halifax Insurance Company.
Hanover Fire Insurance Company, The.
Hardware Dealers' Mutual Fire Ins. Co.
Hartford Accident and Indemnity Co.
Hartford Fire Insurance Company.
Hartford Live Stock Insurance Co.
Helvetia (L), Compagnie Suisse d'Assurance contre l'Incendie.
— Helvetia Swiss Fire Ins. Co. Ltd, The.
Home Fire and Marine Ins. Co.
Home Insurance Company, The.
Hudson Bay Insurance Company.

Imperial Assurance Company.
Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada, The.
Imperial Insurance Office.
Imperial Life Ass. Co. of Canada, The.
Indemnity Insurance Company of North America.
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd.
Individual Underwriters.
Industrial Life Insurance Company, The. — Industrielle (L),
Compagnie d'Assurance sur la Vie.
Insurance Company of North America.

Jersey Insurance Company of New York.
John Hancock Mutual Life Insurance Company.

Laurentienne (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie. — Lau-
rentian Life Assurance Company, The.
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd.
Legal and General Ass. Society Ltd., The.
Liberty Mutual Insurance Company.
Liverpool and London and Globe Ins. Co. Ltd., The.
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The.
Lloyd's, Non-Marine Underwriters-Members of
Local Government Guarantee Society, Ltd.
London and County Insurance Co. Ltd.
London and Edinburgh Insurance Co. Ltd., The.
London and Lancashire Guarantee and Accident Company of
Canada, The.
London and Lancashire Insurance Co. Ltd, The.
London and Provincial Marine and General Ins. Co. Ltd.
London and Scottish Assurance Corp'n Ltd.
London Assurance, The.
London-Canada Insurance Company.
London Guarantee and Accident Co. Ltd.
London Life Insurance Company, The.
Loyal Protective Life Insurance Co.
Lumbermen Insurance Company.
Lumbermen's Mutual Casualty Co.
Lumbermen's Mutual Insurance Company.
Lumbermen's Underwriting Alliance.
Lumber Mutual Fire Ins. Co.

Manufacturers Life Insurance Co., The.
Manufacturers Mutual Fire Insurance Company.
Marine Insurance Company Limited.
Maryland Casualty Company.
Mercantile Insurance Company.
Merchants and Manufacturers Ins. Co., of New York.
Merchants Fire Assurance Corporation of New York.
Merchants Marine Insurance Company Ltd., The.
Mercury Insurance Company.
Metropolitan Casualty Insurance Co., of New York, The.
Metropolitan Inter-Insurers.
Metropolitan Life Insurance Company.
Michigan Fire and Marine Ins. Co.
Millers National Insurance Company.
Mill Owners Mutual Fire Insurance Co. of Iowa.
Mississquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company. —
Mississquoi et Rouville, Comp. d'Ass. Mut. contre l'Incendie.
Monarch Life Assurance Company, The.
Montreal Life Insurance Company.
Monument Insurance Company Limited.
Motor Union Insurance Company Ltd., The.
Mutual Benefit Health and Accident Association.
Mutual Boiler Ins. Co. of Boston.
Mutual Fire Ins. Co. of the County of Beauharnois.
Mutual Implement and Hardware Ins. Co.
Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The.
Mutual Life Assurance Company of Canada, The.
Mutual Life Insurance Company of New York, The.

National-Ben Franklin Fire Insurance Company,
Nationale (La), Compagnie Anonyme d'Assurance contre l'In-
cendie et les Explosions. — National Fire Insurance Co. of
Paris, France, The.
National Fire Ins. Co. of Hartford.
National Insurance Society. — Société Nationale d'Assurances.
National Life Ass. Co. of Canada.
National Liverpool Ins. Co. The.
National Protection Assurance Company, The. — Compagnie
d'Assurance La Protection Nationale, La.
National Provincial Insurance Co., Ltd.
National Retailers Mutual Ins. Co.
National Union Fire Insurance Co.
Newark Fire Insurance Company.
New England Fire Insurance Co.
Newfoundland American Insurance Co. Ltd.
New Hampshire Fire Insurance Co.
New York Fire Insurance Company.
New York Life Insurance Company.
New York Reciprocal Underwriters.
New York Underwriters Ins. Co.
New Zealand Insurance Company, Ltd., The.
Niagara Fire Insurance Company.
Non-Marine Underwriters-Members of Lloyd's.
North American Accident Insurance Co., The.
North American Life Assurance Co.
North British and Mercantile Insurance Company Ltd.
North Empire Fire Insurance Co., The.
Northern Assurance Company Ltd, The.
Northern Life Ass. Co. of Canada, The.
North River Insurance Company, The.
North Star Reinsurance Corporation.
Northwestern National Ins. Co., of Milwaukee, Wisconsin.
North West Fire Insurance Co.
Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.
Norwich Union Life Insurance Society, The.

Occidental Fire Insurance Co., The.
Occidental Life Insurance Company of California.
Ocean Accident and Guarantee Corporation, Ltd., The.
Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The.

Pacific Coast Fire Insurance Co., The.
Pacific Fire Insurance Company.
Palatine Insurance Company Limited, The.
Patriotic Assurance Company Ltd, The.
Pearl Assurance Company Ltd, The.
Pennsylvania Lumbermen's Mutual Fire Ins. Co.
Perth Mutual Fire Insurance Co., The.
Phenix Fire Ins. Co. of Paris, France. — Compagnie Française
du Phénix.
Philadelphia Fire and Marine Ins. Co.
Philadelphia Manufacturers Mutual Fire Ins. Co.
Phoenix Assurance Company, Limited.
Phoenix Insurance Company, Hartford, Conn., The.
Pilot Insurance Company.
Pioneer Insurance Company, The.
Planet Assurance Company, Limited, The.
Prévoyance, La. — Provident, The.
Prévoyants du Canada, Les. — (Vie).
Prévoyants du Canada, Les. — (Fonds de Pension).
Protection Mutual Fire Insurance Co.
Protective Association of Canada, The.
Providence (La), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.
Providence Washington Insurance Co.
Provident, The. — Prévoyance, La.
Provincial Insurance Company Limited.
Prudential Assurance Co., Ltd., of London, Eng., The.
Prudential Ins. Co. of America, The.

Quebec Automobile Club Insurance Company, The. — Compa-
gnie d'Assurance du Club Automobile de Québec, La.
Quebec Fire Assurance Company.
Queen Insurance Company of America.
Queensland Insurance Company Limited.

Railway Passengers Assurance Company.
Reliance Insurance Company of Canada.
Retail Merchants Mutual Insurance Company. — Comp. d'Assu-
rances Mutuelles des Marchands Détaillants, La.
Rhode Island Insurance Company.
Royal Exchange Assurance, The.
Royal Guardians, The.
Royal Insurance Company Limited.
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The.

St. Paul Fire and Marine Ins. Co.
St-Paul-Mercury Indemnity Company.
Sauvegarde, La.
Scottish Canadian Assurance Corporation.
Scottish Insurance Corporation Limited.
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.
Scottish Union and National Insurance Company.
Sea Insurance Company, Limited, The.
Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada. —
General Security Insurance Co. of Canada, The.
Security Insurance Co. of New Haven.
Security National Insurance Company.
Sentinel Fire Insurance Company.
Service Fire Insurance Company of New York.
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée, La. — Coopera-
tive Funeral Expense Society, The.
Société d'Assurances des Caisses Populaires, La.
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La.
Société Nationale d'Assurances. — National Insurance Society.
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.
South British Insurance Co. Ltd., The.
Southern Insurance Company Limited, The.

Nom de la Compagnie
Name of the Company

Name of the Company
Nom de la Compagnie

Sovereign Life Assurance Company of Canada, The.
Springfield Fire and Marine Ins. Co.
Standard Insurance Co. of New York.
Standard Life Assurance Company, The.
Stantead and Sherbrooke Insurance Company.—Compagnie
d'Assurance Stantead et Sherbrooke.
State Assurance Company Limited, The.
Sterling Insurance Company of Canada.
Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales.—
Switzerland General Ins. Co. Ltd., The.
Sun Insurance Office, Limited.
Sun Life Assurance Company of Canada.
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.
Svea Fire and Life Ins. Co. Ltd.
Switzerland General Ins. Co. Ltd., The.—Suisse (La), Compa-
gnie Anonyme d'Assurances Générales.

T. Eaton Life Assurance Co., The.
Toronto General Insurance Company.
Toronto Mutual Life Ins. Co.
Transcontinental Insurance Company.
Travelers Fire Insurance Co., The.
Travelers Indemnity Company (Hartford, Conn.), The.
Travelers Insurance Company (Hartford, Conn.), The.

Underwriters Exchange.
Union Assurance Society Limited.
Union Canadienne (L'), Compagnie d'Assurances.—Canadian
Union Insurance Company (The).

Donné au bureau du Service des assurances,
département du Trésor, le 21 juillet 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Union (L'), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie, les Acci-
dents et Risques Divers.—Union Fire, Accident and General
Insurance Co. of Paris, France, The.
Union Insurance Society of Canton, Ltd.
Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The.
Union Mutual Life Insurance Company.
United British Insurance Company Limited.
United Firemen's Insurance Company of Philadelphia.
United Mutual Fire Insurance Company.
United National Indemnity Company.
United Provinces Insurance Company, The.—Compagnie d'As-
surances Provinces-Unies, La.
United States Fidelity and Guaranty Company.
United States Fire Insurance Company.
United States Guarantee Company.

Victory Insurance Company Limited, The.

Wawanesa Mutual Insurance Co., The.
Wellington Fire Insurance Company.
Westchester Fire Insurance Company.
Western Assurance Company, The.
Westminster Fire Office, The.
What Cheer Mutual Fire Insurance Company.
World Fire and Marine Ins. Co., The.
World Marine and General Insurance Co. Ltd., The.

Yorkshire Insurance Company, Ltd., The.

Zurich General Accident and Liability Ins. Co. Ltd.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, this 21st of July, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS DE RENOUELEMENT DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis
et certificat d'enregistrement des compagnies
d'assurance mutuelle de paroisse ou de munici-
palité locale dont les noms suivent a été renouvelé
pour l'année commençant le 1er juillet 1948 et
finissant le 30 juin 1949.

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE AND
REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and cer-
tificate of registry of the following parish or local
municipal mutual insurance companies has been
renewed for the year beginning the 1st of July
1948 and ending the 30th of June 1949.

Nom — Name

Name — Nom

Baie du Febvre.
Belœil.
Berthier (en ba).
Boucherville.

Cap St-Ignace.
Charlesbourg.
Château-Richer.
Chicoutimi.
Compton.

Granby.

Kingsey.

Lacadie.
L'Ange-Gardien-d'Angers.
L'Annonciation.
Laprairie.
La Présentation.
L'Assomption.
La Visitation-de-Champlain.
La Visitation-de-l'Île-Dupas.
L'Épiphanie.
Low.

Notre-Dame-de-Bon-Secours, (L'Islet).
Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette.
Notre-Dame-de-Lourdes de Ham.
Notre-Dame d'Hébertville.
Notre-Dame du Mont-Carmel, (Champlain).
Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement de Ferme-Neuve.

Roxton.

Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce).
Sacré-Cœur-de-Jésus, (Saguenay).

St-Agapit.
St-Aimé.
St-Alban.
St-Alexandre (Kamouraska).
St-Alexis-de-Matapédia.
St-Alexis-de-Montcalm.
St-Ambroise-de-Kildare.
St-André-Avellin.
Saints-Anges.
Ste-Anne-de-Danville.

Ste-Anne-de-la-Pérade.
Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Ste-Anne-des-Plaines.
Ste-Anne-de-Stukely.
Ste-Anne-d'Yamachiche.
St-Augustin (Deux-Montagnes).

Ste-Barbe.
St-Barthélemi.
St-Basile.
St-Benoit-Labre.
St-Bernard, (Dorchester).
St-Bernard-de-Beauchastel.
St-Blaise.
Ste-Brigitte-des-Saults.
St-Bruno (Chambly).
St-Bruno (Lac St-Jean).

St-Camille-de-Cookshire.
St-Camille-de-Wolfe.
Ste-Cécile-de-Masham.
Ste-Cécile-du-Bic.
St-Césaire.
St-Charles (St-Hyacinthe).
St-Clément-de-Beauharnois.
St-Clet.
St-Cœur-de-Marie.
St-Côme-de-Kennebec.
St-Constant.
Ste-Croix (Lac St-Jean-Est).
Ste-Croix (Lotbinière).
St-Cuthbert.
St-Cyprien-de-Léry.
St-Cyrille-de-Normandlin.

St-Damase.
St-David (Yamaska).
St-David-d'Escourt.
St-Denis.
St-Dominique-de-Bagot.
St-Dominique-de-Jonquière.

St-Edmond-de-Coaticook.
St-Edouard-de-Napierville.
Ste-Elisabeth.
St-Elzéar.
St-Ephrem-de-Tring.
St-Ephrem-d'Upton.

Nom — Name

Name — Nom

St-Esprit.
St-Etienne (Beauharnois).
St-Etienne-de-Beaumont.
St-Etienne-de-Bolton.
St-Etienne-de-la-Malbaie.
St-Eugène-de-Grantham.
St-Eugène-de-l'Islet.

Ste-Famille-du-Cap-Santé.
St-Félicien.
St-Félix-de-Valois.
St-François (Beauce).
St-François-de-Sales, (Portneuf).
St-François-du-Lac.
St-Frédéric-de-Beauce.

St-Gabriel-de-Brandon.
Ste-Geneviève (Jacques-Cartier).
Ste-Geneviève-de-Berthier.
St-Georges-de-Beauce.
St-Georges-de-Clarenceville.
St-Georges-de-Henryville.
St-Georges-de-Windsor.
St-Germain.
St-Gervais.
St-Guillaume-d'Upton.

Ste-Hélène-de-Bagot.
St-Henri-de-Lévis.
St-Henri-de-Mascouche.
St-Hermas.
St-Herménégilde.
St-Hilaire (Rouville).
St-Hilarion.
St-Honoré-de-Shenley.
St-Hubert.
St-Hughes.
St-Hyacinthe.

St-Ignace-du-Côteau-du-Lac.
St-Isidore (Dorchester).
St-Isidore-d'Auckland.
St-Isidore-de-Laprairie.

St-Jacques-de-l'Achigan.
St-Jacques-de-Leeds.
St-Jacques-de-Parisville.
St-Jacques-le-Majeur.
St-Janvier.
St-Jean (Cité St-Jean).
St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte.
St-Jean-Baptiste-de-Nicolet.
St-Jean-Chrysostôme.
St-Jean-Deschailons.
St-Jean-de-Wickham.
St-Jean-l'Evangéliste-de-Thurso.
Ste-Jeanne-de-Neuville.
St-Jean-Port-Joli.
St-Jérôme (Lac St-Jean-Est).
St-Jérôme-de-Matane.
St-Joseph-de-Beauce.
St-Joseph-de-Godmanchester.
St-Joseph-de-Lanoraie.
Ste-Julie.
St-Julien-de-Wolfestown.
Ste-Julienne.
Ste-Justine (Dorchester).

St-Lambert.
St-Léon-de-Standon.
St-Liboire.
St-Lin-des-Laurentides.
St-Louis (Lévis).
St-Louis-de-Bonsecours.
St-Louis-de-Chambord.
St-Louis-de-Gonzague.
St-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres.
St-Louis-de-Lotbinière.
St-Luc-de-Champlain.
St-Luc-de-St-Jean.
Ste-Luce-de-Disraeli.
Ste-Lucie-d'Albanel.

Ste-Madeleine-de-Rigaud.
St-Magloire.
St-Malachie (Dorchester).
St-Malachie-d'Ormstown.

St-Marc (Verchères).
St-Marc-des-Carières.
St-Marcel.
Ste-Marie-de-Beauce.
Ste-Marie-de-Monnoir.
Ste-Marie-de-Sayabec.
Ste-Marie-Madeleine.
Ste-Marie-Salomé.
St-Martin.
Ste-Martine.
St-Maurice.
Ste-Méthode-d'Adstock.
St-Michel (Bellechasse).
St-Michel-Archange.
St-Michel-d'Yamaska.
Ste-Monique.

St-Narcisse.
St-Nazaire-d'Acton.
St-Nérée.
St-Nicolas.

St-Octave-de-Métis.
St-Ours.

St-Pamphile.
St-Patrice-de-Beaurivage.
St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup.
St-Patrice-de-Sherrington.
St-Paul-de-Senneterre.
St-Philippe-de-Laprairie.
Ste-Philomène.
St-Pie.
St-Pierre-Baptiste.
St-Pierre-de-Broughton.
St-Pierre-de-Durham.
St-Pierre-de-la-Patrie.
St-Pierre, Ile d'Orléans.
St-Pierre-les-Becquets.

St-Raphaël.
St-Raymond.
St-Rémi.
St-Robert.
St-Roch-de-l'Achigan.
St-Roch-des-Aulnaies.
St-Roch-d'Orford.
Ste-Rosalie.
Ste-Rose (Laval).
Ste-Rose-du-Dégel.

Ste-Sabine (Bellechasse).
St-Samuel.
Ste-Scholastique.
St-Séverin.
St-Simon.
St-Stanislas (Champlain).
St-Stanislas-de-Kostka.
St-Sylvestre.
Ste-Thède.
St-Théodore-d'Acton.
St-Théophile-d'Ely.
Ste-Thérèse-d'Amos.
Ste-Thérèse-de-Blainville.
St-Thomas-de-Montmagny.
St-Thuribe.
St-Timothee.
St-Tite.

St-Ubal.
St-Urbain-Premier.

St-Valentin.
St-Victor-de-Tring.
St-Vincent-de-Paul.

St-Zacharie.
St-Zépirin-de-Courval.
St-Zotique.
Shawville.
Spaulding & Ditchfield.
Stoke.

Très Saint-Cœur-de-Marie.

Weedon.
Windsor.

Donné au bureau du Service des assurances,
département du Trésor, le 21 juillet, 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch
Treasury Department, this 21st of July, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS DE RENOUELEMENT DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis
et certificat d'enregistrement des compagnies
d'assurance mutuelle de municipalité dont les

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE AND
REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and cer-
tificate of registry of the following municipal mu-
tual insurance companies has been renewed for

noms suivent a été renouvelé pour l'année com- the year beginning the 1st of July 1948 and end-
mençant le 1er juillet 1948 et finissant le 30 juin ing the 30th of June 1949.
1949.

Nom — Name	Name — Nom
Auckland.	Ste-Hénédine.
Clifton (Partie Est-East Part).	St-Hyacinthe-le-Confesseur.
Contrecoeur.	St-Jacques-le-Mineur.
Ely (Partie Sud-South Part).	St-Jean-Baptiste-de-Rouville.
Ham-Nord.	St-Jérôme, Rivière-du-Nord.
Hereford.	St-Joseph-de-Maskinongé.
Lambton.	St-Joseph-de-Soulanges.
Louis-Joliette.	St-Jude-de-St-Ours.
Musselyville.	St-Justin.
Newport.	St-Justine-de-Newton.
Notre-Dame-Auxiliatrice de Buckland.	St-Lazare.
Notre-Dame-de-Bon Secours. (Rouville).	St-Léon-de-Marston.
Notre-Dame-de-Stanbridge.	Ste-Marguerite-Joliette.
Notre-Dame-du-Mont-Carmel. (St Jean).	Ste-Marie-de-la-Beauce.
Rivière Ouelle.	Ste-Marthe.
St-Alexandre-d'Iberville.	St-Mathias.
Ste-Anne-de-Sorel.	St-Odilon-de-Cranbourne.
St-Anselme.	St-Philémon.
St-Antoine-sur-Richelieu.	St-Pierre-du-Lac.
St-Athanase-de-DeBleury.	St-Polycarpe.
St-Augustin-de-Desmaures.	St-Prosper.
St-Barnabé.	St-Roch-de-Richelieu.
St-Bernard. (Partie Sud-South Part).	Ste-Rose-de-Watford.
St-Bonaventure-de-Hamilton.	Ste-Sabine. (Missisquoi).
Ste-Brigide.	St-Sébastien. (Frontenac).
Ste-Catherine-de-Hatley.	St-Sébastien. (Iberville).
Ste-Claire-de-Joliette.	St-Siméon-de-Bonaventure.
St-Damien-de-Buckland.	St-Télesphore. (Soulanges).
St-Denis-de-la-Boutellerie.	Ste-Théodosie.
St-Edouard-de-Frampton.	St-Thomas-d'Aquin.
St-Edouard-de-Gentilly.	Ste-Ursule.
St-Edwidge-de-Clifton.	St-Valérien-de-Milton.
St-Eustache.	St-Vallier.
St-Evariste-de-Forsyth.	St-Venant-de-Hereford.
St-Fortunat-de-Wolfestown.	Ste-Victoire.
St-Gérard.	Varennes.
Ste-Germaine-du-Lac-Étchemin.	Vaudreuil.
St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.	Verschères.
	Wotton.

Donné au bureau du Service des assurances,
département du Trésor, le 21 juillet 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, this 21st of July, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS DE RENOUELEMENT DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis
et certificat d'enregistrement des sociétés de se-
cours mutuels dont les noms suivent a été renou-
velé pour l'année commençant le 1er juillet 1948
et finissant le 30 juin 1949.

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and cer-
tificate of registry of the following mutual benefit
associations has been renewed for the year begin-
ning the 1st of July 1948 and ending the 30th
of June 1949.

Nom de la Société Name of the Association
Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal General Hos- pital Training School for Nurses.
Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux de Mon- tréal.
Association Canado-Américaine.
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.—Mont- real Firemen's Benevolent Association.
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Mon- tréal.—Montreal Police Benevolent and Pension Society.
Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Qué- bec.—Quebec Firemen's Benevolent and Pension Association.
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec.
Association de Secours Mutuels des Employés de J.-J. Jou- bert, Ltée.
Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédé- ral.—Dominion Arsenal Employees' Mutual Benefit Asso- ciation.
Association de Secours Mutuels des Employés de la Canadian Rubber Factory.—Canadian Rubber Factory Employees Mutual Benefit Association.

Name of the Association Nom de la Société
Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde.
Association des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital Notre- Dame.
Association d'Hospitalisation du Québec.—Quebec Hospital Service Association.
Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal, L'—Montreal Tramways Mutual Benefit Association.
Association Nationale de Bénéfices Mutuels.—National Mutual Benefit Association.
Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association, The.
Benevolent Mortuary Association of Montreal.—Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal.
Borden's Employees' Mutual Benefit Society.
Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.

Nom de la Société
Name of the Association

Name of the Association
Nom de la Société

Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association.
Canadian Hebrew Sick Benefit Association.
Canadian Order of Foresters.
Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society.
Canadian Railways Benefit Society.
Canadian Rubber Factory Employees Mutual Benefit Association.—Association de Secours Mutuels des Employés de la Canadian Rubber Factory.
Canadian Woodmen of the World, The.
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society.
Caserta Mutual Aid Society.
Catholic Order of Foresters.
Croatian Fraternal Union of America.

Daughters of England Benevolent Society.
Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association.—Association de Secours Mutuels des Employés de l'Arsenal Fédéral.
Dominion Commercial Travellers' Association.
Dominion Hebrew Sick Benefit Association.
Dominion Rubber Factory Employee's Mutual Benefit Association.

Ernest Cousins Ltd. Employee's Mutual Aid Association.

Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec.

Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada, The.

Hebrew Protective Association, The.
Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.
Hungarian Sick Benefit Association.

Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal.
Independent Order of Foresters, The.
Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec.
Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly Society, Montreal District.

King Edward Benefit Association of Montreal.
King George Sick Benefit Association.
Knights of Columbus.

Ladies' Catholic Benevolent Association.
Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Association of Montreal.
Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association.

Maccabees, The.
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal.
Montreal Firemen's Benefit Association.—Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.
Montreal Police Benevolent and Pension Society.—Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.
Montreal Tramways Mutual Benefit Association.—Association Mut. de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal, L.
Mutuelle des Employés Civils, La.
Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Ltée
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province, La.
Mutuelle des Marchands Détaillants, La.
Mutuelle des Secrétaires, La.
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., La.

National Mutual Benefit Association.—Association Nationale de Bénéfices Mutuels.
North End Walkmir Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Ordre des Italo-Canadiens.—Order of Italo-Canadians.
Order Sons of Italy in Canada, The.

Pension Fund Society of Canada Packers Ltd.
Porters Mutual Benefit Association.
Prosperité, La.
Prossedana Mutual Benefit Association.

Quebec Firemen's Benevolent and Pension Association.—Association de Bienfaisance et de Retraite des Pompiers de Québec.
Quebec Hospital Service Association.—Association d'Hospitalisation du Québec.
Quebec Ship Laborers' Benevolent Society.—Société Bienveillante des Journaliers de Navires de Québec.
Quebec Veterans' Mutual Benefit Society.—Société de Secours Mutuels des Vétérans du Québec.

Railway Employees Cooperative Protection Association.
Reliable Life Insurance Society, The.
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees' Benefit Society.

Secours Mutuel du Facteur, Le.

Seeph Benefit Association.

Société Bienveillante des Journaliers de Navires de Québec.—

Quebec Ship Laborers' Benevolent Society.

Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est.

Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.

Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal.—Benevolent

Mortuary Association of Montreal.

Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de

Granby.

Société des Artisans, (La).

Société des Commis Marchands de Québec.

Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri".

Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.

Société de Secours des Cuisiniers de Montréal.

Société de Secours Mutuels des Vétérans du Québec.—Quebec

Veterans' Mutual Benefit Society.

Société L'Assomption.

Société Mutuelle de Bénéfices en Maladie Ville-Marie.

Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.

Société St-Jean-Baptiste de Masson.

Société St-Jean-Baptiste de Richmond.

Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.

Sons of England Benevolent Society.

Sons of Scotland Benevolent Association.

Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association.

Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the

Dominion of Canada.

Supreme Council of the Royal Arcanum.

Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.

Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal.

Troy Sick and Dividing Society.

Ukrainian National Association.

Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal.

Union des Tailleurs de Cuir de Québec.

Union du Commerce, L.

Union St-Joseph à St-Roch de Québec.

Union St-Joseph de Drummondville.

Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport.

Union St-Joseph du Canada.

Union Secourable des Cordonniers de Québec.

United Shoe Machinery Co. Mutual Relief Association of Canada.

Victoria Hebrew Sick Benefit Association.

Woman's Benefit Association.

Women's Catholic Order of Foresters.

Workmen's Circle, The.

Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association.

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE AND
REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and certificate of registry of the following charitable associations has been renewed for the year beginning the 1st of July 1948 and ending the 30th of June 1949.

Donné au bureau du service des assurances,
département du Trésor, le 21 juillet 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

AVIS DE RENOUELEMENT DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis et certificat d'enregistrement des sociétés charitables dont les noms suivent a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1948 et finissant le 30 juin 1949.

Nom de la Société
Name of the Association

Name of the Association
Nom de la Société

Albanian Fraternal Association of Montreal.
Assistance Maternelle, Montréal.

Assistance Maternelle de Québec.
Assistance Publique, Montréal.

Nom de la Société Name of the Association	Nom de l'Association Nom de la Société
Association de Bienfaisance des Employés de Child en's Shoe Mfg. Co.	Maison St-Vincent-de-Paul de l'Immaculée-Conception.
Association des Employés des Postes de Montréal.	Montreal Children's Library.
Association Québécoise de la Goutte de Lait.	Montreal Day Nursery.
Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal.	Montreal Diet Dispensary.
Canadian Christmas Tree League.	Montreal Dispensary.
Catholic Sailors' Club.	Montreal Hebrew Old Peoples' & Sheltering Home.
Child Welfare Association of Montreal.	Montreal Hebrew Orphans' Home.
Child Welfare Clinic of Sherbrooke.	Montreal Protestant House of Industry and Refuge.
Chinese Association of Montreal.	Montreal Protestant Orphans' Home.
Chin Wing Chun Tong Association.	Montreal Sailors' Institute.
Christian Homes for Children.	Montreal Soldiers' Wives League.
Church of England Female Orphan Asylum.	Mount Sinai Sanatorium.
Confraternity of St-Hyacinthe.	Oeuvre de la Protection des Jeunes Filles.
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe.	Polish-Canadian Welfare Institute.
Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur.	Protestant Foster Home Centre.
Dispensaire Gratuit de l'Enfant-Jésus.	Protestant Relief Society.
Family Welfare Association of Montreal.	Quebec Playgrounds Association.
Federation of Jewish Philanthropies of Montreal.	Quebec Seamen's Institute.
Friendly Home for Young Women.	Quebec Society for the Protection of Women and Children.
Girls Cottage Industrial School.	St. Andrew's Society of Montreal.
Grace Dart Home Hospital.	St. Andrew's Society of Quebec.
Grand Lodge Knights of Pythias.	St. George's Society of Montreal.
Greek Ladies Benevolent Society.	St. George's Society of Quebec.
Griffintown Club.	Secrétariat de l'Enfance, Lc.
Hebrew Consumptive Aid Association.	Social Service Council of Quebec City.
Hebrew Ladies Relief.	Société Amicale des Aveugles.
Hebrew Young Ladies Sewing Society.	Société Catholique de Protection et de Renseignements de Montréal.
Hervey Institute.	Société de Bienfaisance de Bonaventure.
Herz Dispensary and Hospital.	Société de Bienfaisance de Hull (La.).
Hôpital Laval.	Société Récréative et Educationnelle de la Jeunesse.
I.O.D.E. Memorial Hospital.	Society for the Protection of Women and Children.
Irish Protestant Benevolent Society.	Union Amicale de Notre-Dame Auxiliatrice des Anciens du Collège de Ste-Anne.
Lachine Benevolent Association.	Union Nationale Française et de Refuge.
Les Anciens Combattants Français.	Welcome Hall Mission.
	Women's Directory of Montreal.
	Women's Social Service Organization.
	Wong Wun Sun Association.
	Young Hebrews Malbush Arumin Association of Montreal.
	Young Women's Hebrew Association of Montreal.

Donné au bureau du Service des assurances,
département du Trésor, le 21 juillet, 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, this 21st of July, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

DÉPÔTS CHEZ LE TRÉSORIER DE LA PROVINCE AU 31 DÉCEMBRE 1947

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance et les sociétés de secours mutuels dont les noms suivent avaient en dépôt, chez le Trésorier de la Province, au 31 décembre 1947, le montant qui apparaît en regard de leur nom respectif.

DEPOSITS WITH THE PROVINCIAL TREASURER AS AT DECEMBER 31, 1947

Notice is hereby given that the following insurance companies and mutual benefit associations had on deposit with the Provincial Treasurer, as at December 31st, 1947, the amount shown opposite their respective name.

Compagnies d'assurance — Insurance companies:

	Dépôt — Deposit
Assurances Funéraires Rousseau & Frères, Limitée (Les).....	\$ 20,000.00
Caisse Nationale d'Assurance-Vie.....	50,000.00
Caisse Nationale d'Economie.....	50,000.00
Canadian Home Assurance Company.....	50,000.00
Canadian Reciprocal Underwriters.....	25,000.00
Compagnie Bonnier Frères, Assurance Funéraire, Limitée (La).....	10,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile. — Canadian Mercantile Ins. Co.	25,000.00
Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale (La). — Canadian National Insurance Co., (The).....	107,500.00
Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée (La).....	27,700.00
Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée (La).....	25,300.00
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale, (La). — National Protection Assurance Company, (The).....	37,000.00
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent du Comté de Nicolet.....	10,000.00
Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants, (La). — Retail Merchants Mutual Insurance Company, (The).....	10,000.00
Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.....	10,000.00
Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu (cap. mut.) — Equitable Fire Ins. Co.	57,000.00
Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée (La).....	20,000.00
Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.....	6,500.00
Empire Life Insurance Company.....	83,500.00
Guardian Insurance Company of Canada, (The).....	29,000.00
Home Assurance Company of Canada.....	50,000.00
Industrial Life Insurance Company (The)— Industrielle, Comp. d'Ass. sur la vie, (L').....	125,000.00
Laurentienne, Compagnie d'assurance sur la vie (La). — Laurentian Life Assurance Company (The).....	200,000.00
Lloyd's, Non-Marine Underwriters Members of.....	51,000.00

Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company — Missisquoi et Rouville Comp. d'Ass. Mutuelle contre l'Incendie.	50,000.00
Newfoundland American Insurance Company Limited.	72,000.00
Perth Mutual Fire Insurance Company.	50,000.00
Pilot Insurance Company.	20,000.00
Prévoyance (La). — Provident (The).	200,000.00
Prévoyants du Canada (Les).	50,000.00
Société Coopérative de Frais Funéraires, Limitée, (La). — Cooperative Funeral Expense Society, (The)	27,500.00
Société d'Assurance des Caisses Populaires, La.	50,000.00
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La.	25,000.00
Société Nationale d'Assurances. — National Insurance Society.	50,000.00
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.	30,000.00
Stanstead and Sherbrooke Ins. Co. — Comp. d'Ass. Stanstead et Sherbrooke.	54,000.00
Sterling Insurance Company of Canada.	50,000.00
Survivance, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie (La).	25,000.00
Toronto General Insurance Company.	25,000.00
Union Canadienne (L') ,Compagnie d'Assurances. — Canadian Union Ins. Co., (The).	40,000.00
United Provinces Insurance Company (The). — Comp. d'Ass. Provinces-Unies (La).	50,000.00
Waterloo Mutual Fire Insurance Company.	25,000.00
Sociétés de secours mutuels — Mutual benefit associations:	
Association de Protection Mutuelle de la Province de Québec.	\$ 3,200.00
Association Nationale de Bénéfices Mutuels. — (National Mutual Benefit Association).	214,500.00
Canadian Order of Foresters.	20,000.00
Dominion Commercial Travellers' Association.	5,000.00
Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association.	5,000.00
Mutuelle (Vie) de l'U. C. C., (La).	49,000.00
Order Sons of Italy in Canada.	5,000.00
Quebec Hospital Service Association.	20,000.00
Reliable Life Insurance Society.	5,000.00
Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby.	1,500.00
Société l'Assomption.	5,000.00
Sons of England Benefit Society of Canada.	5,000.00
Sons of Scotland Benevolent Association.	5,000.00
Union St-Joseph du Canada.	20,000.00

Donné au bureau du Service des assurances,
département du Trésor, le 21 juillet 1948.
Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22735-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, this 21st of July, 1948.
For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22735-o Superintendent of Insurance.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 261820. Dame Elizabeth Letoutier, épouse commune en biens de Thomas Emond, domiciliée et résidant dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs Thomas Emond, domicilié et résidant dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour du mois de mai 1948.

Montréal, le 12 mai 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,
22706-o **HODGE & MERCIER.**

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 263557. Dame Jean Dixon, épouse commune en biens de Joseph Charles Picard, artiste commercial, des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Joseph Charles Picard.

Montréal, 15 juillet 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
22726 **S. W. WEBER.**

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 261820. Dame Elizabeth Letoutier, wife common as to property of Thomas Emond, residing in the city and district of Montreal, Plaintiff, vs Thomas Emond, residing in the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the tenth day of May 1948.

Montreal, May 12th, 1948.

PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,
22706-o **HODGE & MERCIER,**
Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 263557. Dame Jean Dixon, wife common as to property of Joseph Charles Picard, commercial artist, of the city and district of Montreal, has instituted an action against said Joseph Charles Picard, in separation as to property.

Montreal, July 15th, 1948.

S. W. WEBER,
22726-o Attorney for plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de la Fonderie de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22707-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire des Employés de Rock City Tobacco Company (1936) Limited", en date du 17 mai 1948, dont le siège social est situé à Québec, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 25 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22708-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Aqueduc Coopératif de S. Benoit Abbé", en date du 6 juillet 1948, dont le siège social est situé à St-Benoit Abbé, comté de Témiscouata, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 9 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22709-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Adelphe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Adelphe, comté de Champlain.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22710-o JEAN BRUCHÉSI.

MONTREAL CONSTRUCTION SUPPLY &
EQUIPMENT, LIMITED

Règlement N° 16

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie "Montreal Construction Supply & Equipment, Limited" (ci-après dénommée "la compagnie" comme suit:

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de la Fonderie de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 8, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ville St-Joseph, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
22707 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire des Employés de Rock City Tobacco Company (1936) Limited", under date the seventeenth day of May, 1948, whereof the head office is at Quebec, judicial district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-fifth day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22708 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Aqueduc Coopératif de S. Benoit Abbé", under date the sixth day of July, 1948, whereof the head office is at St-Benoit abbé, county of Témiscouata, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this ninth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22709 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional 'Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Adelphe", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 10, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Adelphe, county of Champlain.

JEAN BRUCHÉSI,
22710 Under Secretary of the Province.

MONTREAL CONSTRUCTION SUPPLY &
EQUIPMENT, LIMITED

By-law No. 16

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Montreal Construction Supply & Equipment, Limited" (hereinafter called "the company" as follows:

1. Que le nombre des-membres du bureau de direction soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq;

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont par les présentes modifiés conformément à ce qui précède.

Décrité ce 2ième jour de juillet 1948.

Témoin: le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
MAURICE JANIN.

Le Secrétaire,
C. J. MALONE.

22711-o

1. The number of members of the Board of Directors is hereby increased from three to five;

2. The By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 2nd of July 1948.

As witness: the Corporate Seal of the company.

MAURICE JANIN,
President.

C. J. MALONE,
Secretary.

22711-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Expansion Industrielle de St-Jacques", en date du 30 juin 1948, dont le siège social est situé à St-Jacques, comté de Montcalm, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

22712-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of the cooperative syndicate "Syndicat d'Expansion Industrielle de St-Jacques", under date the thirtieth day of June, 1948, whereof the head office is at St-Jacques, county of Montcalm, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

22712

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat du Chantier Coopératif de Fabre", en date du 6 juin 1948, dont le siège social est situé à Fabre, comté de Témiscamingue, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

22713-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat du Chantier Coopératif de Fabre", under date the sixth day of June, 1948, whereof the head office is at Fabre, county of Témiscamingue, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

22713

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Financier d'Almaville", en date du 29 juin 1948, dont le siège social est situé à Almaville, comté de St-Maurice, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

22714-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Financier d'Almaville", under date the twenty-ninth day of June, 1948, whereof the head office is at Almaville, county of St-Maurice, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

22714

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Pointe-des-Champs", en date du 29 juin 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

22720-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Pointe-des-Champs", under date the twenty-ninth day of June, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

22720

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques-le-Mi-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques-le-

neur", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jacques-le-Mineur, comté de Laprairie.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22721-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat Industriel de Beauceville", en date du 26 juin 1948, dont le siège social est situé à Beauceville, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 14 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22722-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Village de St-Fidèle", en date du 22 juin 1948, dont le siège social est situé à St-Fidèle-de-Restigouche comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 15 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22728-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union Indépendante des Employés de Garage — Independent Union of Garages Employees", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22743-o JEAN BRUCHÉSI.

Mineur", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 10, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jacques le Mineur, county of Laprairie.

JEAN BRUCHÉSI.
22721 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Industriel de Beauceville", under date the twenty-sixth day of June, 1948, whereof the head office is at Beauceville, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this fourteenth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22722 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Village de St-Fidèle", under date the twenty-second day of June, 1948, whereof the head office is at St-Fidèle-de-Restigouche, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this fifteenth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22728 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union Indépendante des Employés de Garage — Independent Union of Garage Employees", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 22, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
22743 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

LES STATIONS DE QUÉBEC INC.

Avis d'abandon de charte

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Les Stations de Québec Inc." donne par les présentes avis qu'elle va demander au Lieutenant-gouverneur en conseil la permission d'abandonner sa charte à compter de la date à être fixée par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Québec, ce 16 juillet 1948.

Le Secrétaire,
22715-o ROLAND PLANTE.

Charters — Surrender of

LES STATIONS DE QUÉBEC INC.

Notice of surrender of charter

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Les Stations de Québec Inc.", hereby gives public notice that it will make application to His Honor the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter, on and from a day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Quebec this 16th day of July, 1948.

ROLAND PLANTE,
22715-o Secretary.

THE CHATEAU FRONTENAC COMPANY

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "The Chateau Frontenac Company" par les présentes donne avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur conformément à l'article 26 de ladite Loi et qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte à compter de la date que déterminera le Lieutenant-gouverneur.

Montréal, le 16 juillet 1948.

22716-o Le Secrétaire,
CARL NIDEROST.

THE CHATEAU FRONTENAC COMPANY

Pursuant to the Quebec Companies Act, "The Chateau Frontenac Company" does hereby give notice that it will apply to the Lieutenant-Governor under section 26 of the said Act for leave to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-Governor may determine.

Montreal, July 16, 1948.

22716-o CARL NIDEROST,
Secretary.

AVIS

La compagnie "Papineau Western Beef Limited", donne, par la présente, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, et que l'abandon de la dite charte soit acceptée et qu'elle soit annulée, et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 10 juillet 1948.

22736-o PAPINEAU WESTERN BEEF LIMITED,
Par le Secrétaire,
FERNAND FORGUES.

NOTICE

The company "Papineau Western Beef Limited", hereby gives notice that it will apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, under the provisions of the Quebec Companies Act, for leave to surrender its charter, and that the surrender of the said charter be accepted and that it be cancelled, and that a date be fixed on and from which the company shall be dissolved.

Montreal, July 10, 1948.

22736 PAPINEAU WESTERN BEEF LIMITED,
Per: FERNAND FORGUES,
Secretary.

NORCY NOVELTIES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Norcy Novelty Inc." s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vue des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 20 juillet, 1948.

22740 Le Procureur de la compagnie,
S. GREENBLATT.

NORCY NOVELTIES INC.

Notice is hereby given that "Norcy Novelty Inc." will make application to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the Provisions of section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, July 20th, 1948.

22740-o S. GREENBLATT,
Attorney for the company.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 juillet 1948 du conseil de la paroisse de St-Octave-de-Dosquet, comté de Lotbinière, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 19 juillet 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal (1, George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 19 juillet 1948.

22723-o Le Ministre des Affaires Municipales,
BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 6th of July, 1948, of the council of the parish of St-Octave-de-Dosquet, county of Lotbinière, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 19th day of July, 1948, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2.)

Quebec, July 19, 1948.

22723 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 10 juillet 1948 du conseil de la paroisse de St-Élie, comté de St-Maurice, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 19 juillet 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 10th of July, 1948, of the council of the Parish of St-Élie, county of St-Maurice, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 19th day of July, 1948, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 19 juillet 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
22727-o BONA DUSSAULT.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2.)

Quebec, July 19, 1948.

22727 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 815-48.

Québec, le 20 juillet 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lafèche, dans le comté de Champlain, le lot 692, du rang nord-est de la rivière Batiscan, du cadastre officiel de Lafèche et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Adelphe, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22738-30-2 J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 815-48.

Quebec, July 20, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Lafèche, in the county of Champlain, lot 692, of the range northeast of the Batiscan river, on the official cadastre for Lafèche, and to annex it to the school municipality of Saint-Adelphe, in the same county.

22738-30-2 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Clyde. Division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 1a, 1b, 2a, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a et 5b rang VIII sont annulés et les lots 1 et 5 rang VIII sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juin 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
22717-o AVILA BÉDARD.

Suivant décision de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, il y aura tenue d'examens pour les aspirants à la pratique du mesurage des bois de la Couronne, à Maniwaki, comté de Gatineau, le 11 août 1948.

Québec, le 20 juillet 1948.

Le Chef du Service Forestier,
22729-o ROLAND DESCHAMPS.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme (maintenant partie de la municipalité de St-Jérôme, Rivière-du-Nord). Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 196-1-30, 196-1-31, 196-1-32 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
22737-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Clyde. Registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 1a, 1b, 2a, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a and 5b Range VIII are cancelled and lots 1 and 5 Range VIII are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 21st, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
22717-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Following a decision of the Honourable the Minister of Lands and Forests, examinations for candidates for the practice of timber scaling on Crown Lands, will be held at Maniwaki, county of Gatineau, on the 11th of August, 1948.

Quebec, July 20, 1948.

22729 ROLAND DESCHAMPS,
Chief of the Forestry Service.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Jérôme, (now part of the municipality of St. Jérôme Rivière-du-Nord) Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 196-1-30, 196-1-31, 196-1-32 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 13th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
22737-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Sta-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Sta-

tuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 972 du 30 juin 1948 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Les mots "polisseur, finisseur, nettoyeur et cireur... \$1.00" apparaissant au paragraphe "b" de l'article XXV (section "D") seront remplacés par les mots "polisseur, finisseur, nettoyeur et cireur, sauf les préposés à l'entretien qui, conformément au paragraphe "b" de l'article II, ne sont pas assujettis au présent décret... \$1.00".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 juillet 1948.

22730-0

tues of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 972 of June 30, 1948 and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

The words "surfacer, finisher, cleaner and waxer... \$1.00" appearing in subsection "b" of section XXV (Part "D") shall be replaced by the words "surfacer, finisher, cleaner and waxer, excepting maintenance men who, pursuant to subsection "b" of section II, are not subject to the present decree... \$1.00".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 24, 1948.

22730-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1090 of March 7, 1940 and amendments, relating to the hardware and paint trade in the city of Quebec.

1° Remplacer au sous-paragraphe 2 du paragraphe "f" de l'article II les mots: "de la vérification des factures, de la fixation des prix de vente" par les mots: "de la vérification et de la fixation des prix";

1. The words "the checking of bills, the establishing of selling prices" in paragraph 2 of subsection "f" of section II will be replaced by the following: "the checking and establishing of prices";

2° Ajouter au paragraphe "f" de l'article II le sous-paragraphe "5" comme suit:

2. The following paragraph "5" will be added to subsection "f" of section II:

"5. Le terme "premier commis d'entrepôt" désigne le commis d'entrepôt qui a sous sa surveillance et sa direction au moins quatre (4) commis d'entrepôt."

"5. The term "head warehouse clerk" means the warehouse clerk who is committed to the supervision and direction of at least four (4) warehouse clerks."

3° Au paragraphe "g" de l'article II.

3. In subsection "g" of section II

a) Remplacer le sous-paragraphe 3 par le suivant:

a) Paragraph 3 will be replaced by the following:

"3. Le terme "commis à la réception" désigne le commis dont le travail consiste à préparer les commandes dans les entrepôts et à recevoir, déballer, étiqueter, expédier la marchandise ou la placer dans les étages du magasin ou dans les entrepôts; ce terme ne s'applique qu'aux commis à l'emploi de magasin de ferronnerie et de quincaillerie."

"3. The words "receiving clerk" mean the clerk whose work consists in preparing the orders in the warehouses and in receiving, unpacking, labelling, shipping merchandise or in placing same on the various floors of the store or in the warehouses; the words apply exclusively to clerks in the employ of hardware stores."

b) Ajouter le sous-paragraphe 4 comme suit:

b) Paragraph 4 will be added as follows:

"4. Le terme "commis d'entrepôt" désigne le commis dont le travail consiste à recevoir, déballer, expédier la marchandise ou la placer dans les entrepôts ou les cours; ce terme ne s'applique qu'aux salariés à l'emploi des marchands de matériaux de construction."

"4. The words "warehouse clerk" mean the clerk whose work consists in receiving, unpacking, shipping merchandise or placing same in warehouses or yards; the words apply exclusively to employees in the employ of dealers in building materials."

4° Le paragraphe "l" de l'article II sera abrogé et remplacé par le suivant:

4. Subsection "l" of section II will be repealed and replaced by the following:

"l) Le terme "Teneur de Livres" ou "Personnel de Bureau" désigne tout employé préposé à la comptabilité ou aux écritures qui n'est pas autrement désigné dans le présent décret; pour les marchands de matériaux de construction, ce terme comprend également les commis à la vente et aux écritures des commandes et les commis aux commandes."

"l) The words "book-keeper" or "office clerk" mean any employee committed to the keeping of books or records and who is not otherwise designated in the present decree; for dealers in building materials these words also mean clerks committed to the sales and inscription of orders and sales clerks."

5° Remplacer au paragraphe "b" de l'article III et au paragraphe "t" de l'article IV, partout où ils s'y trouvent les mots "cinquante-quatre (54) heures" par : "cinquante-et-une (51) heures".

6° Ajouter au dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article III:

"à l'exception des salariés à l'emploi des marchands de matériaux de construction qui n'auront droit qu'à une (1) heure."

7° Ajouter au paragraphe "b" de l'article III l'alinéa suivant:

"L'employeur professionnel ou le salarié ne pourront travailler ou faire travailler à la vente en dehors de l'horaire ci-haut mentionné."

8° Remplacer au paragraphe "c" de l'article III les mots "au taux du double" par les mots: "au taux et demi."

9° Remplacer le paragraphe "i" de l'article III par le suivant:

"i) Tout employé régulier qui, le 1er juin de chaque année, a complété une année de travail continu dans le même établissement ou pour le même employeur, a droit à une semaine de vacances, salaire payé.

Tout employé régulier qui, le 1er juin de chaque année, a complété cinq années de travail continu dans le même établissement ou pour le même employeur, a droit à deux semaines de vacances, salaire payé.

Les semaines de vacances prévues au présent paragraphe sont de sept jours consécutifs et doivent être payées au taux du salaire régulier pour la semaine normale de travail de l'établissement. La première semaine de vacances doit être donnée à l'employé entre le 1er juin et le 31 octobre suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis;

La deuxième semaine de vacances pour les employés qui y ont droit devra être donnée dans l'année commençant le 1er juin après que le droit aux vacances a été acquis, pourvu que l'employé soit avisé au moins trente jours à l'avance de la date à laquelle il pourra prendre cette semaine de vacances. Cette deuxième semaine de vacances pourra aussi être donnée en six jours de travail non consécutifs, au choix de l'employeur.

L'employé qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière ci-haut a le droit de réclamer, lorsque le délai pour les lui donner sera expiré, l'équivalent en argent pour la période des vacances auxquelles il a droit. Cependant si l'employeur et l'employé y consentent par écrit et qu'une copie de cette entente a été remise au comité paritaire dans les quinze jours de sa signature, l'employeur pourra se libérer de l'obligation de donner une deuxième semaine de vacances en payant une semaine de salaire additionnelle. Si l'employé est congédié ou laisse son emploi avant d'avoir bénéficié des vacances auxquelles il a droit, l'employeur devra lui payer, lors de la cessation de l'emploi, l'équivalent en argent pour la période des vacances auxquelles l'employé a droit.

Le salaire dû pour la période des vacances doit être payé avant le départ pour les vacances."

10° Abroger les paragraphes "l" et "n" de l'article III;

11° Remplacer à l'article IV, à la suite du premier alinéa les taux de salaires pour chacune des classifications concernées et en ajoutant certaines classifications d'emploi, le tout comme suit:

5. In subsection "b" of section III and in subsection "l" of section IV, the words "fifty-four (54) hours" will be replaced by the words "fifty-one (51) hours".

6. The following words will be added to the last paragraph of subsection "b" of section III:

"excepting employees in the employ of dealers in building materials who shall be entitled to one (1) hour only."

7. The following paragraph will be added to subsection "b" of section III:

"The professional employer or the employee shall not be allowed to work or have work performed at sales outside the above-mentioned hours."

8. In subsection "c" of section III the words "at the rate of double time" shall be replaced by the words "at the rate of time and a half."

9. Subsection "i" of section III will be replaced by the following:

"i) Any regular employee who, on the 1st of June of each year, has completed a year's continuous service in the same establishment or for the same employer is entitled to a week's vacation with pay.

Any regular employee who, on the 1st of June of each year, has completed five (5) year's continuous service in the same establishment or for the same employer is entitled to two (2) weeks' vacation with pay.

The week's vacation provided for in the present subsection shall consist of seven (7) consecutive days and shall be remunerated at the regular rate of wages paid for the establishment's regular working week. The first week's vacation shall be given to the employee between the first day of June and the thirty-first day of October immediately following the year during which the right to such vacation has been acquired.

The second week's vacation, for employees who are entitled to it, shall be given during the year beginning on the first day of June following which the right to such vacation has been acquired, provided the employee be advised at least thirty (30) days in advance as to the date on which he may take such week's vacation. This second week's vacation may also be granted in the form of six (6) non-consecutive workable days, as the employer may choose.

The employee who has not been given his vacation in the manner described hereinabove has the right to claim from his employer, after the expiration of the delay during which such vacation was to be given to him, the equivalent in money for the vacation period to which he is entitled. However, if the employer and the employee agree thereto in writing and that a copy of such agreement is forwarded to the parity committee during the fifteen (15) days following the signing of such agreement, the employer may free himself of the obligation of giving a second week's vacation by paying an additional week's salary to his employee. If the employee is dismissed or leaves his employment before taking the vacation to which he is entitled, the employer shall pay to him, at the termination of his employment, the equivalent in money for the vacation period to which such employee is entitled.

The employee's vacation pay shall be paid to him before his departure on vacation."

10 Subsections "l" and "n" of section III shall be repealed;

11. At the end of the first paragraph of section IV, the wage rates given for each of the classifications will be replaced and certain classifications of employment will be added, the whole, as follows:

a) 1—Chef-comptable.	\$42.00	a) 1—Chief-accountant.	\$42.00
2—1er commis à la vente.	42.00	2—Head sales clerk.	42.00
3—1er commis à la réception et à l'expédition.	39.00	3—Head receiving and shipping clerk.	39.00
4—1er commis aux commandes.	39.00	4—Head order clerk.	39.00
5—1er commis d'entrepôt.	36.00	5—Head warehouse clerk.	36.00
b) Livreur.	33.00	b) Delivery-man.	33.00
Aide-Livreur (moins de 21 ans).	20.00	Delivery-man's helper: (under 21 years of age).	20.00
(21 ans et plus).	24.00	(21 years of age and over).	24.00
d) Messenger.	10.00	d) Messenger.	10.00
f) Personnel masculin de bureau: "Teneur de livres":		f) Male office clerk: "Book-keeper":	
Durant 1ère année.	15.00	During 1st year.	15.00
Durant 2ème année.	18.00	During 2nd year.	18.00
Durant 3ème année.	20.00	During 3rd year.	20.00
Durant 4ème année.	24.00	During 4th year.	24.00
Durant 5ème année.	28.00	During 5th year.	28.00
Durant 6ème année.	31.00	During 6th year.	31.00
Durant 7ème année.	34.00	During 7th year.	34.00
Durant 8ème année.	36.00	During 8th year.	36.00
Durant 9ème année.	39.00	During 9th year.	39.00
ff) S'ils sont à l'emploi des marchands de matériaux de construction, les salariés de cette catégorie n'ont pas droit au salaire de la neuvième année et la moitié d'iceux devra être payée le salaire de la 8ème année.		ff) If they are in the employ of dealers in building materials, the employees of this category are not entitled to the wage rate of the ninth year and half of such employees shall be paid the wage rate of the eighth year.	
g) Commis à la vente et aux écritures des commandes:		g) Clerk — selling and taking in orders:	
Durant 1ère année.	\$14.00	During 1st year.	\$14.00
Durant 2ème année.	17.00	During 2nd year.	17.00
Durant 3ème année.	20.00	During 3rd year.	20.00
Durant 4ème année.	23.00	During 4th year.	23.00
Durant 5ème année.	27.00	During 5th year.	27.00
Durant 6ème année.	30.00	During 6th year.	30.00
Durant 7ème année.	32.00	During 7th year.	32.00
Durant 8ème année.	35.00	During 8th year.	35.00
Durant 9ème année.	39.00	During 9th year.	39.00
h) Commis à la réception et à l'expédition:		h) Receiving and shipping clerk:	
Durant 1ère année.	\$15.00	During 1st year.	\$15.00
Durant 2ème année.	18.00	During 2nd year.	18.00
Durant 3ème année.	20.00	During 3rd year.	20.00
Durant 4ème année.	24.00	During 4th year.	24.00
Durant 5ème année.	26.00	During 5th year.	26.00
Durant 6ème année.	28.00	During 6th year.	28.00
Durant 7ème année.	29.00	During 7th year.	29.00
Durant 8ème année.	31.00	During 8th year.	31.00
Durant 9ème année.	33.00	During 9th year.	33.00
hh) Commis d'entrepôt: (moins de 20 ans).	\$21.00	hh) Warehouse clerk: (under 20 years of age).	\$21.00
(20 ans et plus, mais moins de 5 ans d'expérience).	25.00	(20 years of age and over, but having less than 5 years' experience).	25.00
(5 ans et plus d'expérience).	28.00	(5 or more years' experience).	28.00
i) Commis aux commandes:		i) Order clerk:	
Durant 1ère année.	\$15.00	During 1st year.	\$15.00
Durant 2ème année.	18.00	During 2nd year.	18.00
Durant 3ème année.	20.00	During 3rd year.	20.00
Durant 4ème année.	24.00	During 4th year.	24.00
Durant 5ème année.	26.00	During 5th year.	26.00
Durant 6ème année.	28.00	During 6th year.	28.00
Durant 7ème année.	30.00	During 7th year.	30.00
Durant 8ème année.	33.00	During 8th year.	33.00
Durant 9ème année.	35.00	During 9th year.	35.00
	de l'heure		per hour
k) Commis supplémentaire.	0.75	k) Extra clerk.	0.75
l) Commis surnuméraire.	0.50	l) Supernumerary clerk.	0.50
m) Personnel féminin de bureau:		m) Female office clerk:	
Durant 1ère année.	\$15.00	During 1st year.	\$15.00
Durant 2ème année.	18.00	During 2nd year.	18.00
Durant 3ème année.	22.00	During 3rd year.	22.00
Durant 4ème année.	25.00	During 4th year.	25.00
n) Ouvriers de métiers qualifiés.	34.00	n) Skilled tradesman.	34.00
Ouvriers de métiers non qualifiés.	32.00	Unskilled tradesman.	32.00
	de l'heure		per hour
o) Apprentis: 1ère année.	0.30	o) Apprentice: 1st year.	0.30
2ème année.	0.35	2nd year.	0.35
3ème année.	0.40	3rd year.	0.40

4ème année.	0.45
p) Employé senior:	
(moins de 25 ans).....	\$30.00
(25 ans et plus).....	33.00
Employé junior.	14.00
q) Gardien de nuit.	28.00
r) Remplacer \$26.00 par. .	30.00"

4th year.	0.45
p) Senior employee:	
(under 25 years of age).....	\$30.00
(25 years of age and over).....	33.00
Junior employee.....	14.00
q) Night watchman.	28.00
r) Replace "\$26.00" by.....	"30.00"

12° Ajouter au paragraphe "j" de l'article IV, après les mots "a-4" les mots: "a-5"; après la lettre "h", les lettres "hh"; et en remplaçant les mots "neuf années" par les mots "huit années";

13° Abroger le paragraphe "a" de l'article VI.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail.
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 juillet 1948. 22731-o

12. Will be added, in subsection "j" of section IV, after the words "a-4", the words "a-5"; after letter "h", the letter "hh"; and the words "nine years" will be replaced by the words "eight years"

13. Subsection "a" of section VI shall be repealed.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 24, 1948. 22731-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 918 du 4 juin 1947 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Sherbrooke:

1° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "b" de l'article II: "Zone F": Les villes d'Asbestos et Danville avec un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

2° Les dispositions suivantes seront ajoutées au paragraphe "b" de l'article III:

"Zone F":

Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi et vendredi: 9.00 a.m. à sans limite.

Samedi: 8.00 a.m. à 4.00 p.m.

Une demie heure supplémentaire est accordée — excepté pour le samedi — pour terminer le travail déjà commencé durant les heures de travail.

3° Les dispositions suivantes seront ajoutées dans l'échelle des prix minima pour les services des coiffeurs et coiffeuses, à l'article VI

Zone "F"

Permanententes:	
à la machine.....(sans ondulation)	\$ 3.50
sachets chimiques ..(sans ondulation)	4.50
à froid.....(ondulation incluse)	10.00
Coupe de cheveux.....	0.50
Coupe au rasoir.....	0.75
Ondulation ordinaire.....	0.50
Ondulation de fantaisie:	
Komol, Marcel.....	0.75
Ondulation au papier.....	1.00
Teinture complète.....	5.00
Teinture retouchée.....	2.50
Manucure: pour dames.....	0.50
pour hommes.....	0.75
à l'huile.....	0.75
Grillage de cheveux.....	0.50
Massage ordinaire.....	0.75
Shampooing ordinaire.....	0.35
à l'huile.....	0.50
à la crème.....	0.75

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to decree number 918 of June 4, 1947, and amendments, relating to the Barber and Hairdresser Trades in the district of Sherbrooke:

1. The following paragraph shall be added to subsection "b" of section II:

"Zone F": The towns of Asbestos and Danville and a radius of ten (10) miles from their limits.

2. The following provisions shall be added to subsection "b" of section III:

"Zone F":

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.

Saturday: 8.00 a.m. to 4.00 p.m.

A supplementary half hour is granted — except on Saturday — to finish work already begun during working hours.

3. In section VI, the following provisions shall be added in the scale of minimum prices for the services of male and female hairdressers:

Zone "F"

Permanent waves:	
with machine, (without ordinary wave)	\$ 3.30
chemical pads.(without ordinary wave)	4.50
cold process.(ordinary wave included)	10.00
Haircut.....	.50
Haircut with razor.....	.75
Ordinary wave.....	.50
Fancy wave—Komol, Marcel.....	.75
Paper wave.....	1.00
Complete dyeing of the hair.....	5.00
Second application.....	2.50
Manicure: for ladies.....	.50
for men.....	.75
oil manicure.....	.75
Singeing of the hair.....	.50
Ordinary massage.....	.75
Ordinary shampoo.....	.35
Oil shampoo.....	.50
Cream shampoo.....	.75

Décoloration des cheveux	5.00	Bleaching of the hair.	5.00
Épilation des sourcils	0.35	Plucking of the eyebrows.	.35
Traitement Kera-Lac	1.00	Kera-Lac treatment.	1.00
Traitement Breck	2.00	Breck treatment.	2.00
Traitement ordinaire	0.75	Ordinary treatment.	.75
Peignage des cheveux (laque inclus) ...	0.35	Combing of the hair (lacquer included)..	.35
Bouclettes simplement (pas de shampooing)	0.25	Small curls (without shampoo).....	.25

4° Le taux de \$0.50 établi à l'article VI pour la coupe des cheveux des adultes des deux sexes, dans les zones I et II, sera remplacé par le taux de \$0.60, tous les jours de la semaine.

5° Les dispositions suivantes seront ajoutées à l'article VII, concernant l'apprentissage.

"Quiconque projette de donner directement ou indirectement une ou des démonstrations pour des fins professionnelles, charitables, parade de mode, annonce, etc. alors que les services du barbier, du coiffeur ou de la coiffeuses sont requis, doit au préalable soumettre au Comité paritaire son programme et obtenir l'autorisation écrite à cette fin au moins trente (30) jours à l'avance.

Toute série de cours à une même personne, tant chez les barbiers que chez les coiffeuses, est défendue; s'il s'agit de l'enseignement d'un point de technique en particulier, le professeur aussi bien que le candidat doivent obtenir au préalable du Comité paritaire une autorisation écrite à cette fin.

Toute disposition ou décision relatives à l'apprentissage, aux cours de perfectionnement, aux démonstrations de quelque nature qu'elles soient doivent être recommandées par la Commission d'Apprentissage avant de servir au crédit des candidats.

Toutes les dispositions de la Loi relatives à l'apprentissage et à la qualification des salariés s'appliquent également dans les salons de démonstration, d'échantillon, etc."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 juillet 1948. 22741-o

4. The rate of \$0.50 established by section VI for haircuts for adults of either sex, in zones I and II, shall be replaced by the rate of \$0.60, for every day of the week.

5. The following provisions shall be added to section VII, concerning apprenticeship:

"Whatsoever intends to give directly or indirectly one or several demonstrations for professional or charitable purposes, fashion shows, advertisements, etc., where the services of the barber or male or female hairdresser are required, must previously submit his programme to the Parity Committee and obtain a written authorization at least thirty (30) days in advance.

Any series of courses to a given person either in barbers' or hairdressers' establishments is prohibited; whenever a particular technical point is to be thought, the professor as well as the candidate must previously obtain a written authorization from the Parity Committee.

Any provision or decision relating to apprenticeship, to refresher courses, or to demonstration of any nature whatsoever, must be recommended by the Apprenticeship Commission before being used to the credit of the candidate.

All the provisions of the act relating to apprenticeship and to the qualification of employees likewise apply in demonstration parlours, sample rooms, etc."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July, 24 1948. 22741-o

Greffes de Notaires

Avis-est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal le 12 juillet 1948, a accordé à Me Jean-Paul Ricard, notaire, demeurant et exerçant à Farnham, district judiciaire de Bedford, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Omer Nadeau, notaire, décédé.

Montréal, 15 juillet 1948.

Le Secrétaire-trésorier de
la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS. 22718-o

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provision of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 12th of July 1948, has granted to Me Jean-Paul Ricard, notary residing and practising at Farnham, judicial district of Bedford, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Omer Nadeau, deceased notary who practised in the same district.

Montreal, July, 15 1948.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of
the Board of Notaries. 22718-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Exe-

exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 30 juin 1948.

MM. Cecil H. Macnaughten, de Montréal, et Jules Saint-Pierre, de Drummondville, membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.
22742-o

cutive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, June 30, 1948.

Messrs. Cecil H. Macnaughten, of Montreal, and Jules Saint-Pierre, of Drummondville, members of the Bar of the Province: King's Counsel.
22742

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Le Canada" Immeubles, Limitée, constituée en corporation par lettres patentes émises suivant la Loi des compagnies de Québec en date du douze décembre mil neuf cent quarante-sept, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau-chef au numéro 10 ouest, rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Donné à Montréal, ce quinzième jour de juillet, mil neuf cent quarante-huit.

Le Président,
C.-A. GEOFFRION.
22719-o

ELIAS BROS. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Elias Bros. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 29 janvier 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 645 rue Wellington, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le vingt-huit juin 1948.

Le Président,
BORIS ELIAS.
22724

Province de Québec—District de Montréal

PELLETIER & Co. INC.

"Pelletier & Co. Inc." a été incorporée par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 23 septembre 1946.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est située au numéro 50 de la rue Champêtre à Montréal-Est.

En foi de quoi cette déclaration est faite et signée par moi, Paul Pelletier, le président de ladite compagnie, à Montréal, ce douzième jour de mars 1948.

Le Président,
PAUL PELLETIER.
22725-o

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE BOURLAMAQUE

Demande de Soumissions

Avis est par les présentes donné que le Conseil de la ville de Bourlamaque recevra, à compter de

Head Offices

Notice is hereby given that "Le Canada" Immeubles, Limitée, company incorporated by letters patent under the companies Law of the province of Quebec, on the twelfth day of December nineteen hundred and forty-seven and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its head office at No. 10 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fifteenth day of July, nineteen hundred and forty-eight.

C. A. GEOFFRION,
President,
22719-o

ELIAS BROS. INC.

Notice is hereby given that "Elias Bros. Inc.", incorporated by letters patent of the province of Quebec on the 29th day of January, 1948, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established its office at 645 Wellington Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal this 28th of June, 1948.

BORIS ELIAS,
President.
22724-o

Province of Quebec—District of Montreal

PELLETIER & Co. INC.

"Pelletier & Co. Inc.", has been incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on September 23rd, 1946.

Its principal place of business in the province of Quebec is situated at No. 50 of Champêtre Street, in Montreal East.

This declaration is made and signed by me, Paul Pelletier, president of the company, in Montreal, on March 12th, 1948.

PAUL PELLETIER,
President.
22725-o

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF BOURLAMAQUE

Call for Tenders

Notice is hereby given that the Council of the Town of Bourlamaque will receive, from the date

la date de la publication du présent avis, et jusqu'au 11ème jour du mois d'août 1948, à cinq heures p.m., au bureau du soussigné, 42, avenue Perrault, Bourlamaque, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations" pour l'achat de \$30,000.00 d'obligations de la Ville de Bourlamaque, datées du 1er juin 1948 et remboursables en séries du 1er juin 1949 au 1er juin 1963 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—15 ans—\$30,000.00

Année	Capital
1er juin 1949.....	\$2,300.00
1er juin 1950.....	2,300.00
1er juin 1951.....	2,300.00
1er juin 1952.....	2,300.00
1er juin 1953.....	2,300.00
1er juin 1954.....	2,300.00
1er juin 1955.....	2,300.00
1er juin 1956.....	2,300.00
1er juin 1957.....	2,300.00
1er juin 1958.....	2,300.00
1er juin 1959.....	1,300.00
1er juin 1960.....	1,300.00
1er juin 1961.....	1,300.00
1er juin 1962.....	1,300.00
1er juin 1963.....	1,800.00

of publication of this notice to the 11th day of the month of August, 1948, at five o'clock p.m., at the office of the undersigned, 42 Perrault Avenue, Bourlamaque, written tenders, sealed and endorsed "Tenders for Bonds", for the purchase of \$30,000.00 of bonds of the Town of Bourlamaque, dated the 1st of June, 1948, and redeemable serially from the 1st of June, 1949, to the 1st of June 1963 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—15 years—\$30,000.00

Year	Capital
1st of June, 1949.....	\$2,300.00
1st of June, 1950.....	2,300.00
1st of June, 1951.....	2,300.00
1st of June, 1952.....	2,300.00
1st of June, 1953.....	2,300.00
1st of June, 1954.....	2,300.00
1st of June, 1955.....	2,300.00
1st of June, 1956.....	2,300.00
1st of June, 1957.....	2,300.00
1st of June, 1958.....	2,300.00
1st of June, 1959.....	1,300.00
1st of June, 1960.....	1,300.00
1st of June, 1961.....	1,300.00
1st of June, 1962.....	1,300.00
1st of June, 1963.....	1,800.00

Ces obligations sont émises en vertu des règlements d'emprunts nos 38 et 43. Le règlement no 38, au montant de \$20,000.00 avec un terme de quinze ans, a pour objet de financer la construction de conduites d'eau et d'égoût, de chemins de gravier et de trottoirs en béton sur les 7ème et 8ème rues, au sud du Boulevard Denison. Le règlement no 43, au montant de \$10,000.00 avec un terme de dix ans, a pour objet de financer l'achat et l'installation de compteurs pour mesurer l'eau achetée de la Lamaque Mining Company Limited et de la Ville de Val d'Or et l'achat d'un camion de trois tonnes.

Ces obligations pourront être émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 et elles seront payables, au porteur ou au détenteur enregistré selon le cas, à Montréal, à Québec ou à Bourlamaque, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les intérêts seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée régulière du Conseil qui sera tenue au bureau du soussigné, 42, avenue Perrault, Bourlamaque, le 11ème jour du mois d'août, 1948, à huit heures p.m.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté tiré sur une banque à charte du Canada, à l'ordre de la Ville de Bourlamaque, pour un montant égal à 1% de la valeur de l'émission totale.

Chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrûs sur les obligations au moment de leur livraison.

The said bonds will be issued under Loan By-laws Nos 38 and 43. By-law No. 38, for the amount of \$20,000.00 with a fifteen year term, the object being to finance the construction of water and sewer lines, gravel roads and concrete sidewalks on 7th and 8th Streets, south of Denison Boulevard. By-law No. 43 for the amount of \$10,000.00 with a ten year term, for the purpose of financing the purchase and installation of meters to measure the water being purchased from the Lamaque Mining Company Limited and the Town of Val d'Or, and to purchase one three ton truck.

These bonds may be issued in denominations of \$100.00 or of multiples of \$100.00 and they will be payable, to the bearer or to the duly registered holder, as the case may be, at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Bourlamaque.

The interest will be payable to the bearer only, at the same places as the capital.

These bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be taken into consideration at a regular meeting of the Council which will be held at the office of the undersigned, 42 Perrault Avenue, Bourlamaque, the 11th day of the month of August, 1948, at 8.00 o'clock p.m.,

Each tender must be accompanied by an accepted cheque drawn on a chartered bank of Canada, to the order of the Town of Bourlamaque, for an amount equal to 1% of the value of the total issue.

Each tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds, to the time of their delivery.

La Ville de Bourlamaque se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, ce dix-septième jour de juillet, 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
22734-o NORMAND-R. MEUNIER.

The Town of Bourlamaque reserves the right of accepting neither the highest or any of the tenders.

Bourlamaque, County of Abitibi-Est, this seventeenth day of July, 1948.

NORMAND R. MEUNIER,
22734 Secretary-Treasurer.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, Cour Supérieure, N° 16016.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, le 5 août 1946, dans une cause dans laquelle Onésime Rioux, bourgeois de Trois-Pistoles, et Léon-A. Lavoie, de la ville de Fall River, États-Unis d'Amérique, sont demandeurs, ordonnant la licitation de certains biens immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Une étendue de terre à être vendue comme un tout et composée des deux parties suivantes:

a) Cette partie des lots numéros 145 et 148 au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles, bornée au sud à la propriété en deuxième lieu décrite à une clôture en broche en travers de la dite terre à environ 75 pieds au nord de la ligne de transmission électrique et sensiblement en ligne avec le poteau au coin nord-est du terrain où sont les transformateurs de la compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent, bornée au sud au reste du lot 145, au nord aux lots 134, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 144, à l'est aux lots numéros 135, 136 et 111, à l'ouest aux lots numéros 144, 170, 171 et 180 avec la maison y érigée, appartenances et dépendances, sujette la partie 148 au droit de passage réservé à la succession David Bertrand;

b) Les lots numéros 133, 134, 135 et 139 au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles, appartenances et dépendances à distraire du lot 139, l'emplacement de Mlle Jeanne Rioux, tel que clôturé.

2. Une autre partie de terre située au premier rang de Trois-Pistoles, bornée au sud au troisième rang et au circuit Bertrand, à l'est partie au circuit Bertrand et partie à Théodore D'Amours, à l'ouest à Dame veuve J.-A. Lévesque, au terrain du couvent, au terrain d'Arthur Deschênes, au terrain appartenant à la succession Nazaire D'Amours et aux divers emplacements longeant ladite terre dans la ville, au nord à la clôture de broche séparant cette partie de terre de celle ci-après en premier lieu désignée, étant connue comme partie des lots 145, 146, 148, 133, 134, 135 et 139 au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles.

3. Un certain terrain au premier rang de la paroisse de Ste-Françoise, d'un arpent et demi de largeur au bas et trois arpents de largeur au haut, sur onze arpents de profondeur, borné au nord au fronteau des terres du 3e rang de Trois-Pistoles, à l'est partie au lot 122, partie au lot 129 et partie au lot 132, à l'ouest à Clément Chassé ou représentant, connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Françoise, district de Kamouraska, comme partie du lot numéro 133.

Sale by Licitiation

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, Superior Court, No. 16016.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Rivière-du-Loup, in the district of Kamouraska, on the fifth of August, 1946, in a case wherein Onésime Rioux, gentleman, of Trois-Pistoles, and Léon A. Lavoie, of the city of Fall River, United States of America, are plaintiffs, ordering the licitation of certain immovable properties described as follows, to wit:

1. A tract of land to be sold as one single lot and composed of the following two parts:

a) That part of lots numbers 145 and 148 of the official cadastre for the parish of Trois-Pistoles, bounded on the south by the property secondly described at a wire fence crossing the said land at about 75 feet north of the electric transmission line and evidently in line with the pole at the northeast corner of the land where the transformers of the Lower St. Lawrence Power Company (Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent) are situate; bounded on the south by the residue of lot 145, on the north by lots 134, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 144, on the east by lots number 135, 136 and 111, on the west by lots numbers 144, 170, 171 and 180 — with the house thereon erected, appurtenances and dependencies, the part 148 being subject to a right of way reserved for the Estate David Bertrand;

b) Lots numbers 133, 134, 135 and 139 of the official cadastre for the Parish of Trois-Pistoles, appurtenances and dependencies, to be deducted from lot 139, the emplacement of Mlle Jeanne Rioux, as fenced in.

2. Another portion of land situate in the first range of Trois-Pistoles, bounded on the south by the third range and by the Bertrand boundary line, on the east by the Bertrand boundary line and partly by Théodore D'Amours, on the west by Dame widow J. A. Lévesque, the land of the convent, the land of Arthur Deschênes, the land belonging to the Estate Nazaire D'Amours and various other emplacements along the said land in the Town, on the north by the wire fence separating this said part of land from that hereinafter firstly described, being known as a part of lots 145, 146, 148, 133, 134, 135 and 139 on the official cadastre for the Parish of Trois-Pistoles.

3. A certain lot of land in the first range of the Parish of Ste-Françoise, measuring one arpent and one half in width in rear (au bas) and three arpents in width in front (au haut), by eleven arpents in depth, bounded on the north by the "fronteau" of the lands of the 3rd range of Trois-Pistoles, on the east partly by lot 122, partly by lot 129 and partly by lot 132, on the west by Clément Chassé or representative, known and designated on the official cadastre for the Parish of Ste-Françoise, district of Kamouraska, as part of lot number 133.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 3 SEPTEMBRE 1948, à 2 heures de l'après-midi devant le Protonotaire de la Cour Supérieure, dans la salle d'audience du palais de justice de Rivière-du-Loup, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard le 12e jour avant la date de la licitation, et les oppositions afin de conserver dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance.

Rivière-du-Loup, le 23 juin 1948.

Les Procureurs des demandeurs,
22672-29-2-o (Signé) GAGNON & GAGNON.

The said immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRD of SEPTEMBER, 1948, at TWO o'clock in the afternoon, before the Prothonotary of the Superior Court, in the Court Room of the Court House of Rivière-du-Loup, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to the sale, if any, must be filed at the latest on the 12th day before the date of the licitation, and oppositions for payment must be filed six days after the adjudication, on pain of forfeiture.

Rivière-du-Loup, June 23, 1948.

(Signed) GAGNON & GAGNON,
22672-29-2 Attorneys for plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure

District d'Abitibi, { PARENT GOYER (NO-
N° V-1204 { RANDA) LTÉE, corps
politique et incorporé ayant sa principale place
d'affaires dans la cité de Noranda, district de
Rouyn-Noranda, demandeur, vs ROGER LAU-
ZON, épicière, de la ville de Malartic, district,
d'Abitibi, défendeur.

Le lot de terre portant le N° quatre-vingt-huit (88) subdivision du bloc seize (16) aux plan et livre de renvoi officiel pour le canton Fournière, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Malartic, le SEPTIEME jour du mois d'AOUT, 1948, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

FERDINAND GERVAIS.

Bureau du Shérif,
Amos, 21 juin 1948. 22584-27-2-o
[Première insertion, 3 juillet 1948]

GASPÉ

Cour de Magistrat

District de { LA COMPAGNIE DE BOIS RA-
Rimouski, { DISSON, une corporation
N° 16625 { ayant son siège social au Cap de la
Madeleine, district de Trois-Rivières, demande-
resse, vs ARTHUR COLLIN, de St-Bernard des
Lacs, district de Gaspé, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses, améliorations et défrichement situés sur la moitié nord-est du lot numéro treize (13), rang six (VI) canton Tourelle et les droits de préemption sur la moitié du dit lot."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard des Lacs, le VINGT-QUATRE d'AOUT 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

M. J. FURLONG.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 15 juillet 1948. 22732-30-2-o
[Première insertion, 24 juillet 1948]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court

District of Abitibi { PARENT GOYER (NO-
No. V-1204 { RANDA) LTÉE, a body
politic and corporate, having its head office in
the city of Noranda, district of Rouyn-Noranda,
plaintiff; vs ROGER LAUZON, grocer, of the
town of Malartic, district of Abitibi, defendant.

The lot of land bearing number eighty-eight (88), subdivision of Block sixteen (16) on the official plan and in the book of reference for the township of Fournière — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Malartic, on the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1948, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, June 21, 1948. 22584-27-2
[First insertion, July 3, 1948]

GASPE

Magistrate's Court

District of { LA COMPAGNIE DE BOIS RA-
Rimouski, { DISSON, a corporation having
No 16625 { its head office at Cap de la Madeleine,
district of Trois-Rivières, plaintiff; vs AR-
THUR COLLIN, of St-Bernard des Lacs, district
of Gaspé, defendant.

A house and other buildings, expenses, improvements and clearing situate on the north-east half of the lot of land number thirteen (13), range six (VI) township Tourelle, and the rights of preemption on half of the said lot.

To be sold at the church door of St-Bernard des Lacs, on the TWENTY-FOURTH of AUGUST, 1948, at TEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., July 15, 1948. 22732-30-2
[First insertion, July 24, 1948]

Cour de Magistrat

District de Rimouski, **LA COMPAGNIE DE BOIS RAMOUSKI, DISSON**, une corporation N° 16646 ayant son siège social au Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, demanderesse, vs **NORMAND SYNETT**, de St-Bernard des Lacs, district de Gaspé, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses et améliorations, défrichement situés sur le lot numéro quinze (15) du rang VII, (sept) canton Tourelle et les droits de préemption sur le dit lot".

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard des Lacs, le VINGT-QUATRE d'AOUT 1948, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 15 juillet 1948. 22733-30-2
[Première insertion, 24 juillet 1948]

Magistrate's Court

District of Rimouski, **LA COMPAGNIE DE BOIS RAMOUSKI, DISSON**, a corporation having No. 16646 its head office at Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs **NORMAND SYNETT**, of St-Bernard des Lacs, district of Gaspé, defendant.

A house and other buildings, expenses and improvements, clearing, situate on lot number fifteen (15) range seven (VII) township Tourelle and the rights of preemption of the said lot.

To be sold at the church door of St-Bernard des Lacs, on the TWENTY-FOURTH of AUGUST, 1948, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., July 15, 1948. 22733-30-2
[First insertion, July 24, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: **LA CITÉ DE QUÉBEC**, N° 80/48. contre **PROPRIÉTAIRE INCONNU**, à savoir:

Le lot N° 2340 (deux mille trois cent quarante) du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Champlain, circonstances et dépendances. Ladite propriété léguée à Thomas Lynch, de la Cité de Québec, sous la section D de l'article 4 du testament.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
AIMÉ DION.
Bureau du Shérif,
Québec, 7 juillet 1948. 22636-28-2
[Première insertion: 10 juillet 1948]
[Seconde insertion: 24 juillet 1948]

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: **THE CITY OF QUEBEC**, No. 80/48. against **UNKNOWN OWNER**, to wit:

Lot No. 2340 (two thousand three hundred and forty) of the official cadastre for Champlain Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on the south side of Champlain Street, circumstances and dependencies. The said property bequeathed to Thomas Lynch, of the City of Quebec, under section "D" of article 4 of the Will.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock of the forenoon (Daylight Saving Time).

AIMÉ DION,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, July 7, 1948. 22636-28-2
[First insertion: July 10, 1948]
[Second insertion: July 24, 1948]

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 30

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dixon vs Picard	2093
Letoutier vs Emond	2093

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2073

AVIS DIVERS:

Association des Employés de la Fonderie de Drummondville (Formation)	2094
La Caisse Populaire de Pointe-des-Champs (Fondation)	2095
La Caisse Populaire des Employés de Rock City Tobacco Company (1936) Limited (Fondation)	2094
L'Aqueduc Coopératif de S. Benoit Abbé (Fondation)	2094
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Adelphe (Formation)	2094
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques-le-Mineur (Formation)	2095
Le Syndicat Industriel de Beauceville (Fondation)	2096

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 30

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dixon vs Picard	2093
Letoutier vs Emond	2093

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2073

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de la Fonderie de Drummondville (Formation)	2094
La Caisse Populaire de Pointe-des-Champs (Fondation)	2095
La Caisse Populaire des Employés de Rock City Tobacco Company (1936) Limited (Fondation)	2094
L'Aqueduc Coopératif de S. Benoit Abbé (Fondation)	2094
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Adelphe (Formation)	2094
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques-le-Mineur (Formation)	2095
Le Syndicat Industriel de Beauceville (Fondation)	2096

Montreal Construction Supply & Equipment, Limited (Directeurs).....	2094	Montreal Construction Supply & Equipment, Limited (Directors).....	2094
Syndicat Coopératif d'Aqueduc du village de St-Fidèle (Fondation).....	2096	Syndicat Coopératif d'Aqueduc du village de St-Fidèle (Foundation)...	2096
Syndicat d'Expansion Industrielle de St-Jacques (Fondation).....	2095	Syndicat d'Expansion Industrielle de St-Jacques (Foundation).....	2095
Syndicat du Chantier Coopératif de Fabre (Fondation).....	2095	Syndicat du Chantier Coopératif de Fabre (Foundation).....	2095
Syndicat Financier d'Almaville (Fondation).....	2095	Syndicat Financier d'Almaville (Foundation).....	2095
Union Indépendante des Employés de Garage — Independent Union of Garages Employees (Formation).....	2096	Union Indépendante des Employés de Garage — Independent Union of Garages Employees (Formation).....	2096
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Les Stations de Québec Inc.	2096	Les Stations de Québec Inc.	2096
Norcy Novelties Inc.	2097	Norcy Novelties Inc.	2097
Papineau Western Beef Limited	2097	Papineau Western Beef Limited	2097
The Chateau Frontenac Company.....	2097	The Chateau Frontenac Company	2097
DEPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
St-Élie, paroisse de.....	2097	St-Élie, parish of	2097
St-Octave-de-Dosquet, paroisse de....	2097	St-Octave-de-Dosquet, parish of	2097
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Lafèche, munic. scolaire de	2098	Lafèche, school munic. of.	2098
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FORESTS:	
Clyde, canton de.....	2098	Clyde, township of.....	2098
Examens des aspirants à la pratique du mesurage des bois de la Couronne à Maniwaki.....	2098	Examinations of candidates for the practice of timber scaling on Crown Lands at Maniwaki	2098
St-Jérôme, paroisse de.....	2098	St-Jérôme, parish of.....	2098
TRAVAIL:		LABOUR:	
Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec (Modification).....	2099	Hardware and paint trade in the city of Quebec (Amendment).....	2099
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	2098	Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)	2098
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Sherbrooke (Modification)	2102	Barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke (Amendment).....	2102
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
Avis de renouvellement de permis et d'enregistrement.....	2086	Notice of Renewal of License and Registration.....	2086
GREFFE DE NOTAIRE:		NOTARIAL RECORD:	
Ricard, Jean-Paul, en faveur de.....	2103	Ricard, Jean-Paul, in favour of.....	2103
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.....	2074	Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.	2074
Atlas Clothing Contractors Inc.....	2075	Atlas Clothing Contractors Inc.....	2075
Auto-Novation Ltd.....	2075	Auto-Novation Ltd.....	2075
Boisclair Automobiles Limitée.....	2075	Boisclair Automobiles Limitée.....	2075
Capital Outfitters Inc.....	2076	Capital Outfitters Inc.....	2076
Club 75 Inc.....	2076	Club 75 Inc.....	2076
Comire & Frère Limitée.....	2076	Comire & Frère Limitée.....	2076
Commonwealth Construction Limited — Compagnie de Construction Commonwealth Limitée.....	2077	Commonwealth Construction Limited — Compagnie de Construction Commonwealth Limitée.....	2077
Conserverie Mirabel Limitée	2077	Conserverie Mirabel Limitée	2077
Demers & Dion Inc.....	2078	Demers & Dion Inc.....	2078
Elmo Hat Inc.....	2078	Elmo Hat Inc.....	2078
Gomberg Realities Inc.....	2078	Gomberg Realities Inc.....	2078

Import & Domestic Trading Co. Ltd.	2078	Import & Domestic Trading Co. Ltd.	2078
J. E. Beaulieu & Fils Inc.	2079	J. E. Beaulieu & Fils Inc.	2079
Jonquière Quilles Limitée.	2079	Jonquière Quilles Limitée.	2079
Korman Theatres Limited	2080	Korman Theatres Limited	2080
La Vigie Limitée.	2080	La Vigie Limitée.	2080
Lido Biscuit Cie Limitée — Lido Biscuit Co. Limited.	2080	Lido Biscuit Cie Limitée — Lido Biscuit Co. Limited.	2080
Manville Industries Incorporated	2081	Manville Industries Incorporated	2081
Modern Steelworks Limited.	2081	Modern Steelworks Limited.	2081
Pâtisserie Longchamp Inc.	2081	Pâtisserie Longchamp Inc.	2081
Placements Mobiliers Limitée	2082	Placements Mobiliers Limitée	2082
Service Industri ^e l Service Inc.	2082	Service Industri ^e l Service Inc.	2082

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Canadian Auto Top Inc.	2083
Cliffords Limited	2083
Engel's Departmental Store Inc.	2083
Fairfax Realty Corporation Limited.	2083
Hochelaga Petroleum Co.	2083
La Compagnie Electrique du Saguenay — Saguenay Electric Company.	2084
Les Marchands en Quincaillerie Limitée National Import and Manufacturing Ltd.	2084
Northern Heating Limited.	2085
St-Maurice Valley Appliances Limited.	2085
Walton's Lunch Ltd.	2085
Windsor Association Inc.	2085

NOMINATIONS:

Diverses.	2103
-------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Élias Bros. Inc.	2104
"Le Canada" Immeubles, Limitée.	2104
Pelletier & Co. Inc.	2104

SOUMISSIONS:

Bourlamaque, ville de	2104
---------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Rioux, Onésime <i>et al</i>	2106
---------------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Parent Goyer (Noranda) Ltée vs Lauzon.	2107
--	------

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Collin	2107
La Compagnie de Bois Radisson vs Synett.	2108

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Propriétaire inconnu	2108
--	------

22744-o

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Canadian Auto Top Inc.	2083
Cliffords Limited	2083
Engel's Departmental Store Inc.	2083
Fairfax Realty Corporation Limited.	2083
Hochelaga Petroleum Co.	2083
La Compagnie Electrique du Saguenay — Saguenay Electric Company.	2084
Les Marchands en Quincaillerie Limitée National Import and Manufacturing Ltd.	2084
Northern Heating Limited.	2085
St-Maurice Valley Appliances Limited.	2085
Walton's Lunch Ltd.	2085
Windsor Association Inc.	2085

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	2103
-------------------------	------

HEAD OFFICES:

Élias Bros. Inc.	2104
"Le Canada" Immeubles, Limitée.	2104
Pelletier & Co. Inc.	2104

TENDERS:

Bourlamaque, town of.	2104
-------------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Rioux, Onésime <i>et al</i>	2106
---------------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Parent Goyer (Noranda) Ltée vs Lauzon.	2107
--	------

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Collin	2107
La Compagnie de Bois Radisson vs Synett.	2108

QUÉBEC:

City of Quebec vs Unknown Owner.	2108
--	------

22744-o